

**COMPTE ADMINISTRATIF
POUR 2011**

**Présenté par M. Daniel PERCHERON
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

**SUR RAPPORT DE M. RUDY ELEGEEST
VICE-PRESIDENT
FINANCES, EUROPE ET RENOVATION URBAINE**

SEANCE PLENIERE DES 4, 5 et 6 juillet 2012

SOMMAIRE GENERAL

TOME 1

	Pages
RAPPORT	7
TITRE 1 – PRESENTATION GENERALE	11
11 – Les autorisations budgétaires réelles	11
12 – La réalisation du budget	12
121 - La présentation générale par section budgétaire	13
121.1 – Les dépenses et recettes de fonctionnement	15
121.2 – L'autofinancement	16
121.3 – Les dépenses et recettes d'investissement	17
121.3 – L'endettement	18
TITRE 2 - L'ANALYSE DETAILLEE PAR POSTE BUDGETAIRE	21
21 - La réalisation des ressources définitives	21
211 - La fiscalité régionale	22
211.1 – La fiscalité directe locale	22
211.2 – La fiscalité indirecte	23
211.21 – La taxe sur les permis de conduire	23
211.22 – La taxe sur les droits de mutation	23
211.23 – La taxe sur les cartes grises	24
211.24 – La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	24
211.25 – La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) « Grenelle »	25

211.25 – La compensation de la perte de fiscalité locale.....	26
212 - Les concours de l'Etat	26
212.1 – La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	26
212.11 – La part forfaitaire de la DGF	26
212.12 – La part péréquation de la DGF.....	27
212.2 – La Dotation Générale de Décentralisation.....	28
212.21 – La Dotation Générale de Décentralisation résiduelle	28
212.22 – La Dotation Générale de Décentralisation des Ports	28
212.3 – Les dotations relatives à la formation professionnelle et à l'apprentissage	28
212.31 – La Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage	29
212.32 – La contribution au développement de l'apprentissage	29
212.33 – Le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage.....	29
212.4 – Les compensations liées aux taxes directes locales non intégrées dans la DGF	30
212.5 – Les autres concours de l'Etat.....	30
213 - Les autres recettes.....	31
213.1 – Les fonds européens	31
213.2 – Les autres recettes principales	32
213.3 – Le Prélèvement Régional sur l'Hébergement à la charge des Familles (PREHF)	33

22 - L'exécution des dépenses.....	34
221 - La dette et les autres opérations financières	35
221.1 – La dette	35
221.2 – Les autres charges financières	36
222 – Dépenses d'administration générale et autres	37
222.1 – L'administration générale hors siège de Région	37
222.2 – Le siège de Région	38
223 - Les politiques régionales	39
223.1 – L'affectation de crédits	39
223.2 – Les mandatements de la subvention globale	39
223.3 – Les mandatements	40
223.4 – Les domaines d'intervention	40
TITRE 3 - LA GESTION DES EMPRUNTS ET DE LA TRESORERIE.....	43
31 - La gestion de la dette	43
311 – Encours de dette	43
312 – La gestion active de la dette	44
32 – La gestion de la trésorerie	45
321 – Les lignes de crédit de trésorerie.....	45
322 – Les contrats revolving.....	46
322 – Les billets de trésorerie	48

TITRE 4 – LE RESULTAT DE CLOTURE	49
TITRE 5 – LES RESTES A REALISER	50
51 – Les restes à réaliser en dépenses	50
52 – Les restes à réaliser en recettes	50
TITRE 6 – LES MOUVEMENTS D’ORDRE.....	51
LEXIQUE	69
DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA REGION (RATIOS).....	75
BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE	91
TOME 2	
DOCUMENT COMPTABLE (1^{ère} partie)	
TOME 3	
DOCUMENT COMPTABLE (2^{ème} partie)	
TOME 4	
DOCUMENT COMPTABLE (3^{ème} partie)	

COMPTE ADMINISTRATIF POUR 2011

RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent *Compte Administratif* a pour vocation d'arrêter les comptes de l'exercice 2011. Il permet de comparer, en dépenses comme en recettes, les prévisions budgétaires votées à l'issue du budget supplémentaire 2011, tant en dépenses (mandatements) qu'en recettes (émissions de titres).

C'est à ce niveau que peut s'apprécier la situation financière de la Collectivité, le Compte Administratif permettant de mesurer les flux de dépenses et de recettes, de suivre l'évolution des principales rubriques des comptes d'investissement et de fonctionnement et enfin de dégager certains éléments significatifs tels que l'autofinancement, l'endettement, l'effort fiscal, le taux d'équipement, etc...

Les tableaux comptables retracent les dépenses et les recettes par chapitre, par article ainsi que par nature. Ils sont en conformité avec les écritures tenues par le Payeur Régional telles qu'elles apparaissent dans son compte de gestion.

Ces tableaux comptables accompagnés d'annexes sont précédés :

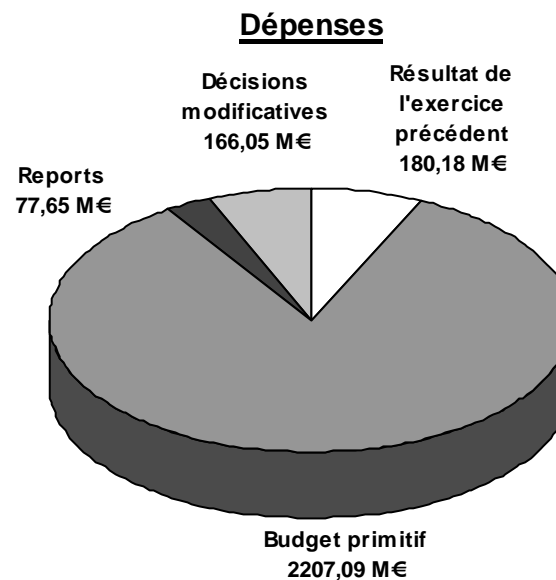
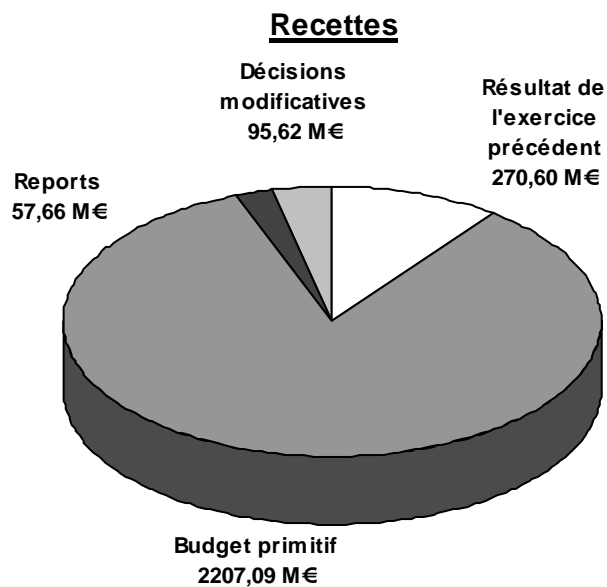
- d'un rapport d'analyse des comptes de l'exercice 2011,
- d'un lexique apportant la définition des principaux termes budgétaires et financiers contenus dans ce rapport,
- d'une série de ratios permettant l'analyse rétrospective de l'exécution du budget régional,
- d'un bilan de la gestion pluriannuelle prévu par l'instruction budgétaire et comptable M71,

TITRE 1 – PRESENTATION GENERALE

11 - LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES REELLES

Les deux décisions qui composent le cycle budgétaire 2011 (budget primitif, budget supplémentaire) portent le niveau des autorisations budgétaires réelles de dépenses et de recettes à **2 630,97 M€** (millions d'euros) contre 2 574,69 M€ en 2010.

Les autorisations budgétaires totales réelles en 2011 2 630,97 M€



12 - LA REALISATION DU BUDGET

En mouvements réels, **2 163,6 M€** ont été mandatés et **2 310,7 M€** ont fait l'objet d'émissions de titres de recettes dont 230 M€ au titre de la couverture du besoin de financement constaté à la clôture de l'exercice 2011.

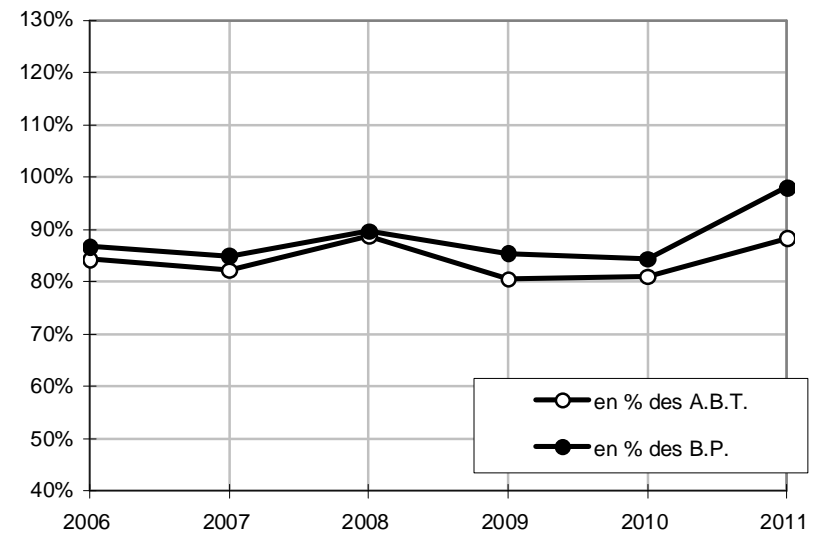
Le taux d'exécution des dépenses s'établit à **88,3 %** des autorisations budgétaires totales (hors reprise des résultats antérieurs) contre 81,0 % l'année précédente. Celui des recettes à **97,9 %** contre 95,6 % en 2010.

Evolution de l'exécution budgétaire en dépenses de 2006 à 2011

	Crédits consommés	en % des A.B.T.	en % des B.P.
2006	1609 M€	84,3% de 1909 M€	86,7% de 1856 M€
2007	1742 M€	82,2% de 2118 M€	84,9% de 2052 M€
2008	1913 M€	88,7% de 2156 M€	89,7% de 2134 M€
2009	1847 M€	80,6% de 2293 M€	85,5% de 2161 M€
2010	1887 M€	81,0% de 2328 M€	84,3% de 2237 M€
2011	2164 M€	88,3% de 2451 M€	98,0% de 2207 M€

A.B.T. : Autorisations budgétaires totales (hors solde de clôture)

B.P. : Budgets primitifs



121 - LA PRESENTATION GENERALE PAR SECTION BUDGETAIRE

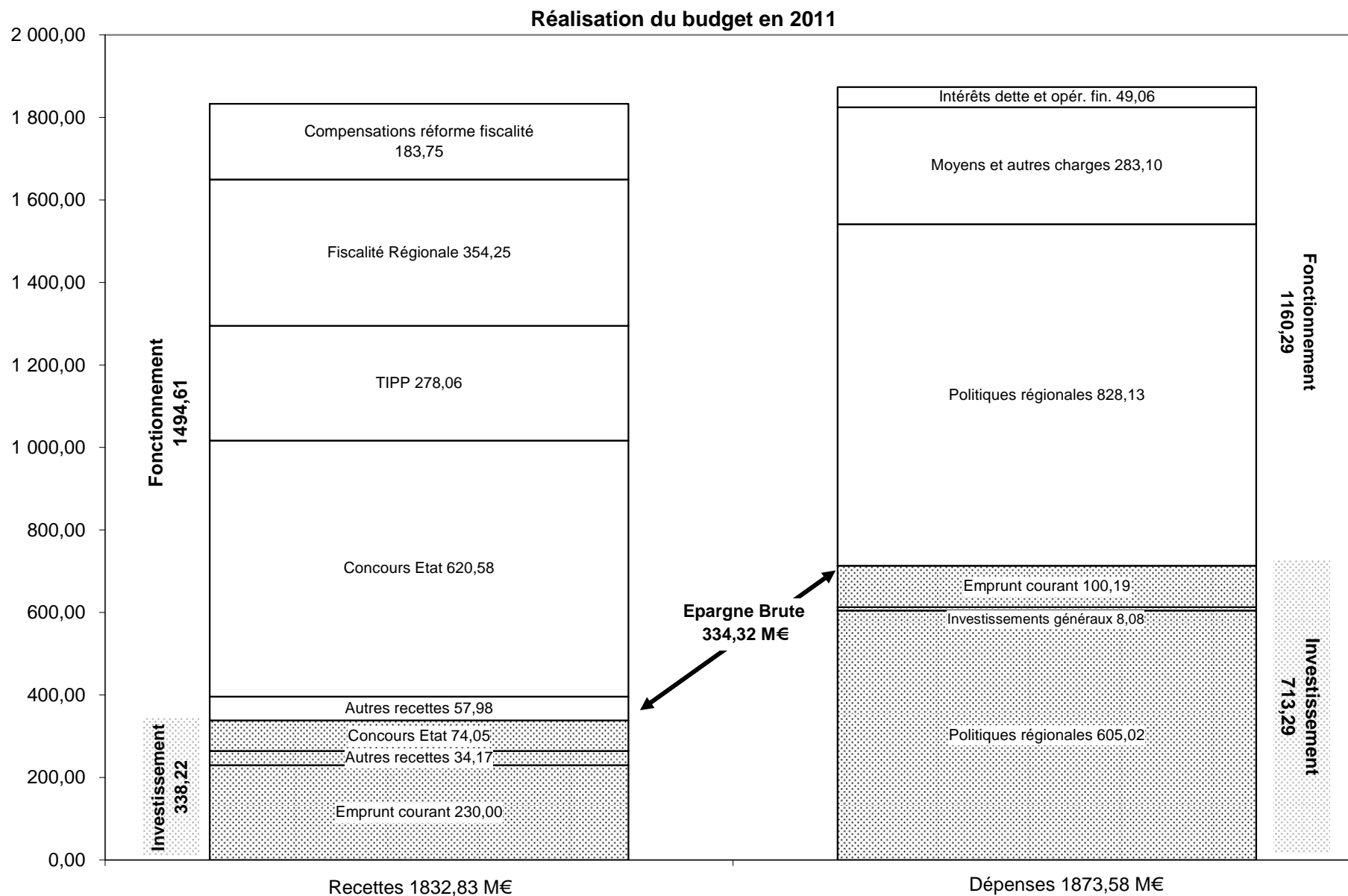
Le tableau ci-dessous permet une présentation synthétique des comptes de la Région pour les années 2006 à 2011. Il constitue un regroupement des principales données ayant servi au calcul des ratios publiés en annexe au présent rapport.

SYNTHESE GENERALE DES COMPTES

<i>(en Euros)</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Mesure de la capacité d'épargne						
Recettes réelles de fonctionnement	1 139 676 254,52	1 337 926 948,51	1 418 117 134,77	1 459 406 257,13	1 482 813 293,08	1 494 614 682,39
-Dépenses réelles de fonctionnement	817 911 056,88	1 024 089 938,60	1 073 333 204,28	1 138 808 839,12	1 153 786 452,12	1 160 291 746,33
=Epargne brute	321 765 197,64	313 837 009,91	344 783 930,49	320 597 418,01	329 026 840,96	334 322 936,06
-Amortissement de la dette(1)	156 154 856,23	118 987 122,30	173 442 456,42	123 378 827,38	120 133 009,70	100 130 741,16
<i>(p. mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)</i>	200 013 396,37	111 681 023,98	144 684 102,51	0,00	38 000 000,00	290 000 000,00
=Epargne nette	165 610 341,41	194 849 887,61	171 341 474,07	197 218 590,63	208 893 831,26	234 192 194,90
Mesure du financement des investissements						
Dépenses réelles d'investissement (hors dette)	434 446 656,48	487 584 134,56	521 796 207,52	584 865 596,20	574 689 784,62	613 161 502,87
-Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	78 108 885,23	97 907 548,20	101 404 783,72	134 879 714,15	117 939 461,19	108 217 544,74
=Besoin de financement de l'investissement	356 337 771,25	389 676 586,36	420 391 423,80	449 985 882,05	456 750 323,43	504 943 958,13
Financement de l'investissement						
Epargne nette	165 610 341,41	194 849 887,61	171 341 474,07	197 218 590,63	208 893 831,26	234 192 194,90
-Besoin de financement de l'investissement	356 337 771,25	389 676 586,36	420 391 423,80	449 985 882,05	456 750 323,43	504 943 958,13
+Emprunt	201 201 068,85	204 865 000,00	213 924 075,19	248 369 452,96	290 000 000,00	230 000 000,00
<i>(p. mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)</i>	200 013 396,37	111 681 023,98	144 684 102,51	0,00	38 000 000,00	290 000 000,00
=Résultat propre de l'exercice	10 473 639,01	10 038 301,25	-35 125 874,54	-4 397 838,46	42 143 507,83	-40 751 763,23
Mesure de la variation du fonds de roulement						
Résultat antérieur	72 416 807,26	82 890 446,27	87 804 992,38	52 679 117,84	48 281 279,38	90 424 787,21
+Résultat propre de l'exercice	10 473 639,01	10 038 301,25	-35 125 874,54	-4 397 838,46	42 143 507,83	-40 751 763,23
=Résultat cumulé	82 890 446,27	92 928 747,52	52 679 117,84	48 281 279,38	90 424 787,21	49 673 023,98
-Restes à réaliser - Dépenses	55 689 347,80	49 164 055,54	18 953 848,72	73 796 508,77	77 654 089,38	89 438 036,49
+Restes à réaliser - Recettes	0,00	0,00	0,00	55 181 029,63	57 662 662,06	65 828 826,99
Retraitement du résultat suite à la modification de la comptabilisation des ICNE		-5 123 755,14				
=Résultat cumulé après prise en compte des restes à réaliser	27 201 098,47	38 640 936,84	33 725 269,12	29 665 800,24	70 433 359,89	26 063 814,48

(1) Hors METP et ICADE pour les exercices 2006 et 2007

Le schéma suivant propre à l'exercice 2011 permet, en dépenses et en recettes, de dégager les principaux postes budgétaires (dans le cadre d'un vote par fonction) et leur poids dans le budget régional selon la répartition investissement-fonctionnement.



PRECISION

L'analyse a été menée en excluant :

- la reprise des résultats de l'exercice antérieur (nature 1068)
- les mouvements neutres (c'est à dire équilibrés en dépenses et en recettes) liés aux opérations de gestion active de la dette qui perturbent l'analyse des montants et des évolutions. Sont compris sous le terme de mouvements neutres liés aux opérations de gestion active de la dette :
 - d'une part, les remboursements anticipés de dette refinancés par emprunt (nature 166), sans objet en 2011.
 - d'autre part, les mouvements de dette correspondant à l'utilisation des produits de gestion de dette (nature 16449): crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT), pour un montant de **290 M€** équilibré en dépenses et en recettes.

121.1 – Les dépenses et recettes de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à **1160,29 M€** contre 1153,79 M€ en 2010, soit un taux de réalisation par rapport au Budget Primitif de 91,23 %.

Quant aux recettes réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à **1494,61 M€** contre 1 482,81 M€ pour l'exercice précédent (taux d'exécution : 100,62 %).

La structure des **dépenses** de fonctionnement comporte :

- pour **71,37 % (soit 828,13 M€)** les interventions menées dans le cadre des politiques régionales contre 70,22 % en 2010,
- pour **24,40 % (soit 283,10 M€)** les moyens de l'Institution Régionale (rémunération des TOS comprise) et autres charges contre 26,08 % en 2010,
- et pour **4,23 % (soit 49,06 M€)** la charge de dette en intérêts contre 3,71 % en 2010.

S'agissant des **recettes** de fonctionnement (1494,61 M€), elles sont composées comme suit :

- pour **41,52 % (soit 620,58 M€)** des concours de l'Etat (Dotations de Décentralisation, DGF, Compensations fiscales) contre 42,20 % en 2010,
- pour **18,60 % (soit 278,06 M€)** de la part de la TIPP reversée à la Région, y compris la nouvelle modulation affectée« Grenelle » contre 16,76 % en 2010,
- pour **23,70 % (soit 354,25 M€)** de la fiscalité régionale contre 14,69 % en 2010 en raison de la mise en œuvre de la CVAE – Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises - et de l'IFER – Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux,
- pour **12,29 % (soit 183,75 M€)** de la compensation issue de la réforme de la fiscalité locale – Fond National de Garantie Individuelle de Ressources FNGIR et Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle DC RTP contre 20,97 % en 2010 année transitoire du dispositif,
- et pour **3,88 % (soit 57,98 M€)** des autres recettes, dont les Fonds Européens, contre 5,38 % en 2010.

121.2 – L'autofinancement

L'**épargne brute** dégagée par différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement constitue un lien essentiel entre les deux sections du Budget. Egalement appelée capacité brute d'autofinancement, elle permet de mesurer la faculté de la collectivité à dégager des ressources pérennes pour assurer le service de sa dette et faire face à ses politiques d'investissement.

Au 31 décembre 2011, l'épargne brute s'établit à **334,32 M€**(contre 329,03 M€ en 2010) . L'*épargne nette comptable* qui se dégage après amortissement annuel des emprunts (remboursement du capital hors METP et ICADE) s'établit quant à elle à **234,13 M€**(contre 208,89 M€ l'exercice précédent).

Le taux d'épargne qui rapporte l'épargne aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à hauteur de **22,37 %** pour l'épargne brute contre 22,19 % en 2010 et de **15,66 %** pour l'épargne nette comptable contre 14,09 % en 2010.

121.3 – Les dépenses et recettes d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **713,29 M€** contre 694,82 M€ en 2010.

Les recettes définitives d'investissement passent à **108,22 M€** contre 117,94 M€ pour l'exercice précédent.

Le recours à l'emprunt a été de **230 M €** Pour mémoire en 2010, il était de 290,00 M€

La structure des dépenses d'investissement comporte :

- pour **84,82 % (soit 605,02 M€)** les dépenses liées à l'exécution des politiques régionales contre 81,56 % en 2010,
- pour **14,05 % (soit 100,19 M€)** la dette et les autres opérations financières contre 17,30 % en 2010,
- pour **1,13 % (soit 8,08 M€)** les dépenses d'équipement générales y compris les dépenses relatives au siège de région (contre 1,14 % en 2010)

Quant aux recettes définitives d'investissement, elles sont composées :

- pour **68,42 % (soit 74,05 M€)** des concours de l'Etat (FCTVA – DRESS) contre 67,14 % en 2010,
- pour **31,58 % (soit 34,17 M€)** des recettes diverses (Europe – Autres partenaires - ...) contre 32,86 % en 2010,

S'agissant du financement des dépenses d'investissement (soit 713,29 M€ donc hors opérations neutres de gestion active de la dette) , il est assuré :

- pour **46,87 %** par l'autofinancement brut ou épargne brute contre 47,35 % en 2010,
- pour **32,24 %** par l'emprunt contre 35,67 % en 2010,
- pour **15,17 %** par les recettes définitives d'investissement essentiellement les concours Etat contre 16,97 % en 2010.
- et pour **5,71%** par la diminution du fonds de roulement (tableau page 13).

-

En sachant que l'autofinancement brut finance prioritairement l'amortissement de la dette, le financement des dépenses d'investissement hors amortissement de la dette est assuré :

- pour **38,19** % par l'autofinancement net comptable (cf. supra) contre 33,87 % en 2010,
- pour **37,51** % par l'emprunt contre 47,01 % en 2010,
- pour **17,65** % par les recettes définitives d'investissement contre 19,12 % en 2010.
- et pour **6,65** % par la diminution du fonds de roulement (tableau page 13).

121.4 – L'endettement

Au cours de l'exercice 2011, l'encours de dette a progressé de 129,87 M€ pour s'inscrire à **1.822,55 M€** en fin d'année. Cette augmentation de 7,67 % résulte de la mise en place de nouveaux emprunts à hauteur de **230 M€** et d'un remboursement de la dette en capital de **100,13 M€**

En 2011, la Région a signé avec la Caisse des Dépôts et Consignations une enveloppe de prêts de 375 M€ qui couvre les besoins de financement à long terme pour 2011 et au-delà, pour les projets d'infrastructures durables qui donneront lieu à des mobilisations au fur et à mesure de l'avancement des projets.

Les 230 M€ de prêts nouveaux mobilisés en 2011 se répartissent de la manière suivante :

- un contrat portant sur les infrastructures de transports. La première tranche de 35,6 M€ a été mobilisée à taux variable, sur Euribor 3 mois + 1,27 %. Elle comporte une phase revolving de 5 ans. La seconde tranche de 47,7 M€ a été mobilisée sur un taux fixe de 3,65 %, amortissable sur 40 ans ;
- un contrat portant sur les opérations immobilières universitaires. La première tranche de 16,8 M€ a été mobilisée sur un taux fixe de 3,57 %, amortissable sur 40 ans. La seconde tranche de 21,9 M€ a été mobilisée à taux variable, sur Euribor 3 mois + 1,49 % ;
- deux contrats dits ANRU permettent de couvrir le financement de la politique de la ville, pour des montants respectifs de 42,3 M€ et 26,7 M€. Ils sont amortissables sur 20 ans et indexés sur l'inflation française assortie d'une marge de 0,88 % ;
- un contrat de 40 M€ relève de l'enveloppe exceptionnelle accordée aux collectivités territoriales. Il est amortissable sur 15 ans et indexé sur le taux du Livret d'Epargne Populaire assorti d'une marge de 1,35 %.

Le ratio n° 11 de la loi ATR qui rapporte l'encours de la dette aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 121,94 % à la clôture de l'exercice 2011, en progression par rapport à celui de l'année précédente qui s'inscrivait fin 2010 à 114,15 %.

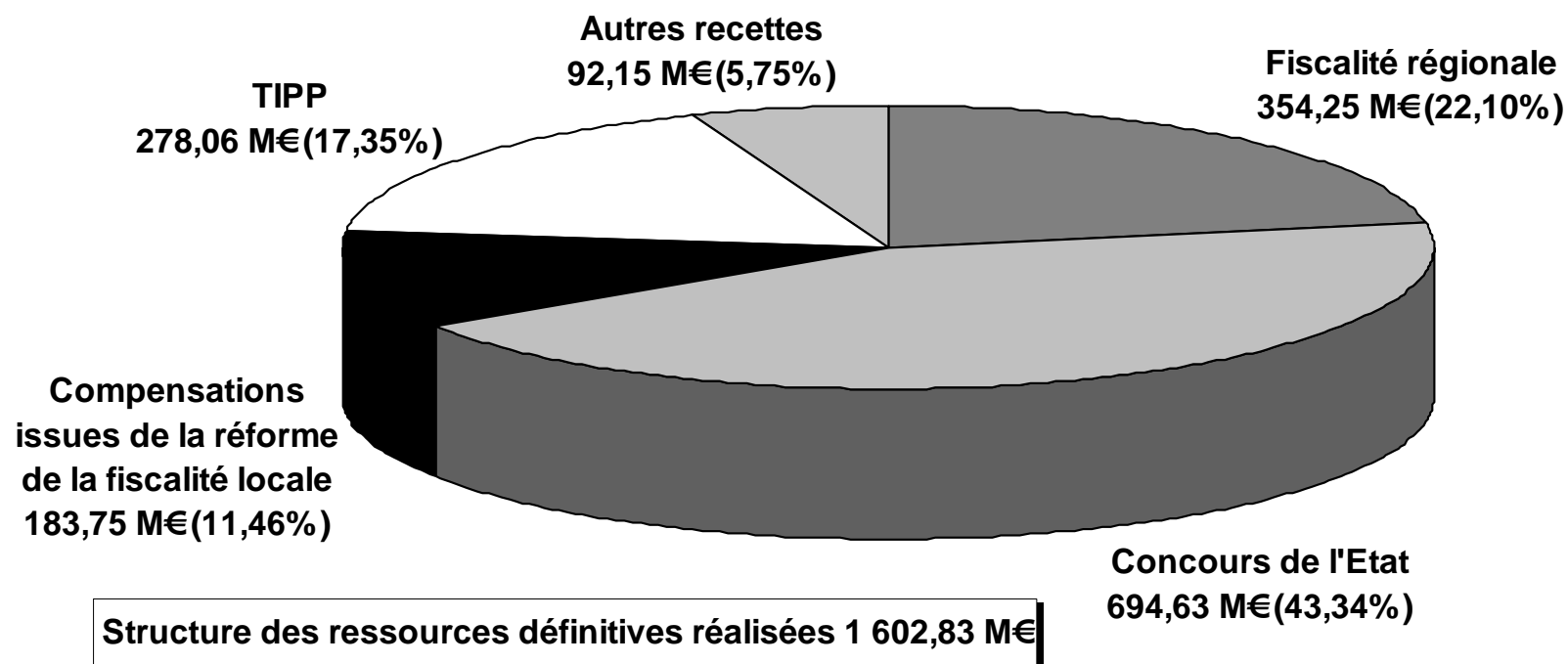
Le ratio « encours de la dette/épargne brute », qui mesure la durée nécessaire au remboursement de la dette si l'on y consacrait l'intégralité de l'autofinancement régional, s'établit, à la clôture de l'exercice 2011, à **5 années et 5 mois** enregistrant une légère progression de 4 mois par rapport au 31 décembre 2010.

TITRE 2 – ANALYSE DETAILLEE PAR POSTE BUDGETAIRE

21 – LA REALISATION DES RESSOURCES DEFINITIVES

Les recettes définitives sont constituées des recettes réelles du budget, en excluant les emprunts, les opérations de gestion active de la dette ainsi que la reprise des résultats (nature 1068).

Elles représentent en 2011, **1 602,83 M€** contre 1 600,75 M€ en 2010 et sont structurées de la façon suivante :



211 - LA FISCALITE REGIONALE

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	0,00 M€	217,86 M€ TIPP 248,48 M€ Compensation TP 310,97 M€
CA 2011	0,00 M€	354,25 M€ TIPP 278,06 M€ Compensations 183,75 M€

Cette recette de fonctionnement s'est profondément modifiée au cours des dernières années au gré des réformes législatives successives. Elle est composée pour l'année 2011 du nouveau panier fiscal comprenant la CVAE et l'IFER, la taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules (cartes grises) et d'une part de la TIPP y compris la nouvelle modulation « Grenelle » en 2011.

Hors TIPP, elle représente avec **23,70 %** des recettes définitives la seconde ressource du budget régional. En 2011, la fiscalité régionale a rapporté en valeur nette **354,25 M€** contre 217,86 M€ en 2010 sur des ressources totalement différentes avec une fiscalité non modulable.

211.1 – La fiscalité directe locale et la compensation de taxe professionnelle

La recette fiscale directe totale perçue en 2011 s'établit à **223,47 M€** contre 120,37 M€ en 2010. Cette évolution s'explique par la mise en œuvre de la CVAE et de l'IFER pour la première année en 2011.

Le tableau ci-après établit la répartition de ce produit entre les différentes taxes.

Taxes directes et dotations de compensation	Pour mémoire, produit perçu en 2010	Produit perçu par la Région en 2011
Taxe foncière sur les propriétés bâties	112,29 M€	M€
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	1,44 M€	M€
Rôles supplémentaires	6,64 M€	4,22 M€
CVAE		186,49 M€
IFER		32,76 M€
Total	120,37 M€	223,47 M€

211.2 - La fiscalité indirecte

211.21 - *La taxe sur les permis de conduire*

Le Gouvernement a décidé de supprimer le 1^{er} septembre 1998 le droit d'examen sur les permis de conduire d'un montant de 250 F dont l'Etat était bénéficiaire.

En 1999, la Région a décidé, en accompagnement de cette décision de l'Etat, de fixer à 0 F le montant de la taxe régionale sur le permis de conduire. Et depuis, cette mesure a été reconduite chaque année.

211.22 - *La taxe sur les droits de mutation*

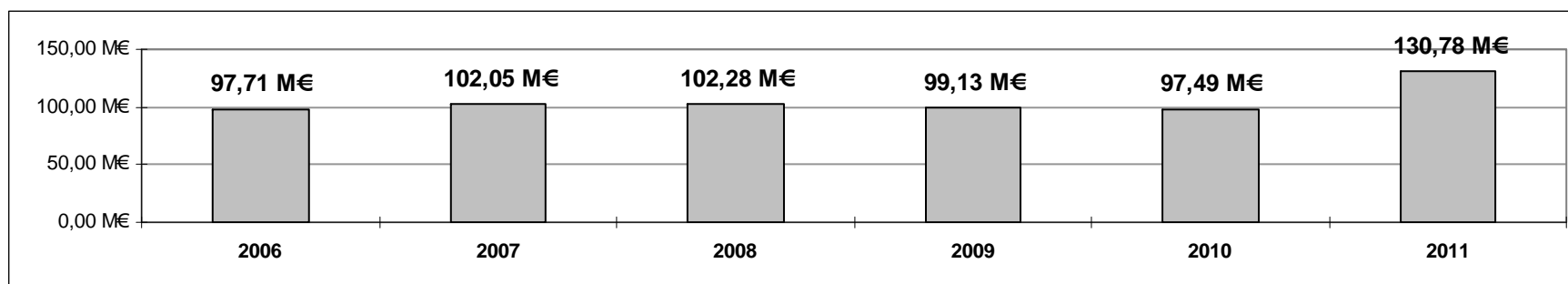
Suite aux réformes fiscales, cette taxe n'est plus perçue par la Région depuis 1999.

Elle a été compensée par l'Etat au moyen d'une dotation calculée à partir du produit 1997, dotation évoluant ensuite comme la dotation globale de fonctionnement. Cette compensation est depuis le 1^{er} janvier 2004 intégrée dans la DGF régionale.

211.23 – La taxe sur les cartes grises

Le produit de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules à moteur, dont le taux par CV a évolué à **45 €** en 2011 enregistre un résultat en hausse par rapport à 2010 et passe de 97,49 M€ à **130,78 M €**

A noter également, que depuis mars 2000, la Région a décidé d'exonérer de la totalité de cette taxe, les propriétaires de véhicules dits propres en ajoutant par délibération 2007 0394 en date du 29 mars 2007 les véhicules fonctionnant à l'éthanol.



211.24 - La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)

Les Régions ont perçu une fraction de la TIPP pour compenser les nouvelles charges transférées depuis le 1^{er} janvier 2005 à savoir,

- A compter de 2005
- Le transfert des aides et formations sanitaires et sociales,
- Le transfert de l'inventaire général du patrimoine culturel.

A compter de 2006

Le transfert des personnels TOS des lycées,

Le transfert des EPLE FPA (lycées horticoles) de Lomme, Raismes et Rosendael.

Le transfert de l'organisation du réseau des centres d'information sur la validation des acquis de l'expérience.

A compter de 2007

Le transfert des actions de formations de l'AFPA,

Le transfert des ports maritimes régionaux (Calais et Boulogne-sur-mer),

La prise en charge du forfait régional d'externat relatif aux personnels TOS des lycées privés,

Le transfert des aéroports de Lesquin et Merville.

A compter de 2008

La poursuite de l'intégration des Personnels TOS,

A compter de 2009

La fin de l'intégration des Personnels TOS,

Le transfert des agents des ports de Calais et Boulogne/Mer.

A compter de 2010

La réforme AFGSU des formations paramédicales – Attestation de Formation aux Gestes et Soins d'Urgences

A compter de 2011

La réforme LMD du diplôme d'ergothérapeute – Licence Master Doctorat

Cette recette de fonctionnement s'élève pour 2011 à **244,17 M€** contre 248,48 M€ en 2010.

211.25 - La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) « Grenelle »

Cette recette adoptée lors du BP 2011 en investissement conformément à la loi a ensuite été réinscrite en fonctionnement lors du Budget Supplémentaire 2011 afin de respecter la même section comptable que la première part de TIPP perçue par la Région et après la modification de la comptabilité M71 en ce sens.

Cette recette est affectée aux projets décrits aux articles 11 et 12 de la loi 2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement.

Cette recette de fonctionnement s'élève pour 2011 à **33,89 M€**

211.26 - La compensation de la perte de fiscalité locale

Le principe de la compensation à l'euro près de la fiscalité perçue avant la réforme conduit l'Etat à accorder aux Régions d'une part la CVAE et les IFER en tant que produit de fiscalité et d'autre part le FNGIR - Fond National de Garantie Individuelle de Ressources - et la DC RTP - Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle- afin de couvrir la compensation à l'euro constant du produit fiscal perçu en 2009 avant la réforme.

A ce titre, la Région Nord - Pas de Calais a perçu en 2011 les montants suivants :

FNGIR : 91,28 M€

DC RTP : 92,47 M€

212 – LES CONCOURS DE L'ETAT

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	79,19 M€	625,76 M€
CA 2011	72,03 M€	620,58 M€

D'un montant de **692,61 M€**, les concours de l'Etat représentent la première ressource du budget régional.

212.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement

Cette recette de fonctionnement d'un montant de **359,74 M€** est composée de deux parts, l'une forfaitaire, l'autre consacrée à la péréquation.

212.11 - La part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement

Pour mémoire, la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement comprend :

- la compensation de la taxe professionnelle au titre de la suppression de la part salaires,
- la compensation des droits de mutations à titre onéreux,

- la compensation de la taxe d'habitation,
 - 95 % de la dotation globale de décentralisation (DGD) perçue par la Région hors formation professionnelle et apprentissage.
- ➡ les 5 % restants sont maintenus dans le compte DGD dite résiduelle.

En 2011, en application de l'article 47 de la loi de finances, le montant de la DGF des régions est reconduit par rapport à 2010. Afin de ménager des marges de manœuvre pour l'augmentation de la dotation de péréquation, le Comité des Finances Locales a prévu (article 177 de la loi de finances pour 2011) de diminuer, pour toutes les régions, le montant de leur dotation forfaitaire de 0,12% par rapport à 2010. Cette disposition permet d'augmenter le solde disponible pour la péréquation dans les mêmes proportions qu'en 2010, soit +6,3 M€ (+3,5%). En outre, la DGF intègre une dotation particulière destinée à rembourser aux collectivités les salaires et charges des fonctionnaires mis à la disposition des organisations syndicales. Cette disposition concerne la Région Nord - Pas de Calais.

La part forfaitaire de la DGF s'est donc élevée dans ces conditions à **359,74 M€**

Compensations	DGF 2010 Part forfaitaire	DGF 2011 Part forfaitaire
<ul style="list-style-type: none"> - Compensation de la taxe professionnelle au titre de la suppression de la part salaire - Compensation des droits de mutation à titres onéreux - Compensation liée à la suppression de la taxe d'habitation - 95 % de la DGD, lycées, pêche côtière et culture marine - 95 % de la DGD TER 	359,72 M€	359,74 M€

212.12 - La part péréquation de la Dotation Globale de Fonctionnement

Elle a été fixée à **0,00 M€** pour 2011 contre 9,58 M€ en 2010. La Région Nord Pas-de-Calais est sortie du dispositif de la péréquation et avait bénéficié en 2010 du mécanisme de sortie qui garantit pour une année le maintien de la moitié de la somme perçue l'année précédant la sortie du dispositif.

212.2 - La Dotation Générale de Décentralisation

212.21 La Dotation Générale de Décentralisation résiduelle

Cette dotation de fonctionnement d'un montant de **34,34 M€** en 2011 reprend les 5% restant de l'ancienne DGD lycées et TER non intégrés dans la DGF.

DGD résiduelle	Notifié en 2010	Notifié en 2011
1 DGD résiduelle comprenant :		
1.1 : 5% de l'ex – DGD lycées et TER	34,34 M€	34,34 M€
1.2 : Actualisation du barème de redevance des infrastructures ferroviaires		
2 Réajustement du barème de redevance des infrastructures ferroviaires sur plusieurs exercices	0 M€	0 M€
Total DGD	34,34 M€	34,34 M€

212.22 La Dotation Générale de Décentralisation des ports

Cette dotation de fonctionnement d'un montant de **12,60 M€** contre 13,48 M€ en 2010, représente la compensation financière du transfert à la Région des ports de Boulogne sur Mer et Calais.

212.3 Les Dotations relatives à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage

Elles représentent plusieurs recettes de fonctionnement pour un montant total de **199,37 M€**

212.31 – La Dotation de Décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Il a été notifié en 2011, une somme de **118,61 M€** répartis de la manière suivante :

Compensations	Notifié en 2010	Notifié en 2011
- Dotation complémentaire rééquilibrage aménagement du territoire (Art 41)	0,13 M€	0,13 M€
- Primes d'apprentissage (Art 42)	35,32 M€	35,41 M€
- Revalorisation des stagiaires (Art 66)	0,39 M€	0,39 M€
- Actions qualifiantes et pré-qualifiantes des jeunes (Art 67)	82,20 M€	82,20 M€
- Frais de gestion ASP (ex CNASEA) (Art 68)	0,48 M€	0,48 M€
Total	118,52 M€	118,61 M€

212.32 – La contribution au développement de l'apprentissage.

Elle est constituée par la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage qui a remplacé la DGD « apprentissage ».

Il est à noter que son taux ne peut être modulé par les Régions. C'est pour cette raison que cette taxe n'est pas intégrée dans la catégorie « Fiscalité Régionale ».

Le produit de cette recette de fonctionnement s'élève à **39,78 M€** en 2011 contre 39,89 M€ en 2010.

212.33 – Le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage.

Ce fonds est composé de deux sections :

La 1^{ère} section remplace le fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage.

La 2^{ème} section est destinée à financer les actions inscrites dans les contrats d'objectifs et de moyens.

Dotation du fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA)	Notifié en 2010	Notifié en 2011
1 ^{ère} section : Fonds de péréquation	9,76 M€	10,43 M€
2 ^{ème} section : Contrats d'objectifs et de moyens	25,00 M€	30,55 M€
TOTAL	34,76 M€	40,98 M€

212.4 Les compensations liées aux taxes directes locales non intégrées dans la DGF

Il s'agit d'une recette de fonctionnement versée par l'Etat afin de compenser l'effet des mesures d'exonération ou de dégrèvement décidées par les lois de finances.

Pour 2011, les compensations liées aux pertes de taxes directes locales sont transformées en une dotation unique en raison de la perte du lien avec la fiscalité locale d'origine. Cette dotation subit les modulations à la baisse décidées dans le cadre de la Loi de Finances 2011 et elle se monte à **14,53 M€**

Compensations	Notifié en 2010	Notifié en 2011
Taxe d'habitation (hors compensation pour suppression de la taxe d'habitation qui est intégrée à la DGF)	8,58 M€	
Foncier bâti	1,13 M€	
Foncier non bâti	1,20 M€	
Taxe professionnelle (hors compensation au titre de la suppression de la part salaire qui est intégrée à la DGF)	4,10 M€	
Dotation pour perte de compensations de fiscalité directe locale (à partir de 2011)		14,53 M€
Total	15,01 M€	14,53 M€

212.5 Les autres concours de l'Etat

	Réalisé en 2010		Réalisé en 2011	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- FCTVA (Fonds de compensation de la TVA)	37,30 M€		30,11 M€	
- DRES (Dotation régionale d'équipement scolaire)	41,89 M€		41,89 M€	
TOTAL	79,19 M€		72,00 M€	

213 – LES AUTRES RECETTES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	38,75 M€	79,74 M€
CA 2011	36,23 M€	57,98 M€

En 2011, leur montant est de **94,22 M€** ventilé comme suit :

213.1 – Les fonds européens

	Réalisé en 2010		Réalisé en 2011	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- FEDER	12,19 M€	12,74 M€	9,49 M€	10,32 M€
<i>dont Subvention Globale</i>	<i>12,19 M€</i>	<i>12,19 M€</i>	9,49 M€	9,49 M€
- FSE		18,92 M€		0,40 M€
<i>dont Subvention Globale</i>		<i>9,19 M€</i>		<i>M€</i>
- Autres Fonds		1,23 M€		0,44 M€
TOTAL	12,19 M€	32,89 M€	9,49 M€	11,16 M€

213.2 – Les autres recettes principales

	Réalisé en 2010		Réalisé en 2011	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- SNCF	3,94 M€	14,94 M€		14,46 M€
- ADEME	2,90 M€	1,50 M€	2,60 M€	1,37 M€
- CCI Calais	3,00 M€	1,50 M€	3,00 M€	2,00 M€
- Participation spécifique de l'Etat	7,60 M€	0,35 M€	2,02 M€	0,19 M€
- Autres partenaires (dont AGEFIPH, SITURV , CNC)	1,68 M€	2,05 M€	7,81 M€	2,21 M€
- Avances remboursables	3,06 M€		8,80 M€	
- Réductions de charges	2,79 M€	3,44 M€	2,00 M€	2,56 M€
- Produits de gestion courante (revenus des immeubles, part salariale des Titres Restaurants, etc..)	0,54 M€	4,20 M€		5,10 M€
- Produits financiers (SWAP – Prêts au personnel ...)	0,42 M€	4,82 M€	0,51 M€	3,91 M€
- Mandats de fonctionnement annulés sur exercices antérieurs		1,93 M€		5,98 M€
- Produits des cessions (dont recapitalisation Télévision Régionale)	0,63 M€	0,34 M€		
- Produits exceptionnels (dont indemnisation sinistres)		4,10 M€		1,80 M€
TOTAL	26,56 M€	39,17 M€	26,74 M€	39,58 M€

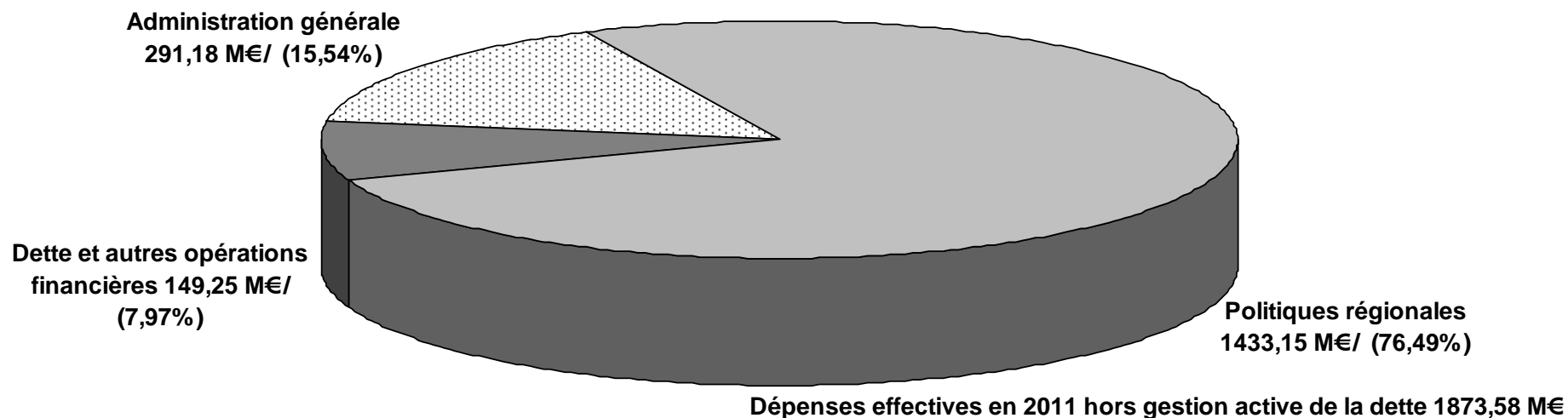
213.3 -Le Prélèvement Régional sur l'Hébergement à la charge des Familles (PREHF) auparavant appelé fonds académique de rémunération des personnels d'internats

La loi de finances 2006, permet aux régions de percevoir les recettes encaissées au titre du service annexe d'hébergement des EPLE qui étaient antérieurement perçues par l'Etat.

La Région a décidé de maintenir cette participation des familles en 2011 dont le produit s'élève à **7,24 M€** contre 7,68 M€ en 2010.

22 - L'EXECUTION DES DEPENSES

1873,58 M€ ont été mandatés en 2011 (hors opérations neutres de gestion active de la dette) contre 1848,61 M€ en 2010, soit une progression de **1,34 %**. Les émissions de mandats sont réparties entre trois grands postes de dépenses : la dette et autres opérations financières, l'administration générale et les politiques régionales :



221 – LA DETTE ET LES AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	120,2 M€	42,75 M€
CA 2011	100,19 M€	49,05 M€

221.1 – L'annuité de la dette

L'annuité de la dette (hors mouvements d'arbitrages et remboursements anticipés sur revolving) s'inscrit à 145,86 M€ en 2011, alors qu'elle était de 163,32 M€ l'année précédente. Cette évolution est principalement le fait de la variation du niveau d'amortissement : en 2010, deux des trois emprunts mobilisés étaient des contrats comportant une phase revolving d'un an, ne donnant lieu à aucun amortissement. Sur les charges financières, la progression a une double explication : l'augmentation des taux d'intérêt sur l'année et notamment au cours du premier semestre 2011, qui renchérit le coût de la dette à taux variable et la nouvelle hausse des marges bancaires qui impacte les emprunts nouveaux ainsi que les outils de trésorerie.

	Réalisé en 2010		Réalisé en 2011	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- Amortissement	120,13 M€		100,13 M€	
- Intérêts sur emprunts et commissions		36,13 M€		33,98 M€
- Intérêts sur outils de trésorerie		2,63 M€		7,35 M€
- Intérêts payés sur swaps (donnent lieu à des recettes de 3,43 M€ en 2011 Voir Recettes)		4,43 M€		4,30 M€
- du traitement comptable des ICNE (Intérêts courus non échus)		- 1,20 M€		0,10 M€
Total	120,13 M€	41,99 M€	100,13 M€	45,73 M€

221.2 – Les autres charges financières

D' autres opérations financières ont été réalisées en 2011.

Elles se répartissent de la manière suivante :

	Réalisé en 2010		Réalisé en 2011	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- des prêts au personnel et prêts sociaux	0,07 M€		0,06 M€	
- des admissions en non valeur		0,76 M€		3,30 M€
- des intérêts moratoires		0,0004 M€		0
- Titres annulés sur exercices antérieurs				0,02 M€
TOTAL	0,07 M€	0,76 M€	0,06 M€	3,32 M€

222 – LES DEPENSES D'ADMINISTRATION GENERALE ET AUTRES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	7,89 M€	300,37 M€*
CA 2011	8,08 M€	283,10 M€

** pour mémoire, dont 22 084 159 € au titre du plafonnement à la valeur ajoutée en 2010*

Ce poste s'élève à **291,18 M€** contre 308,26 M€, dont 22,084 M€ de Plafonnement à la Valeur Ajoutée en 2010 soit une évolution corrigée du Plafonnement de + 1,7 %.

222.1 – L'administration générale hors Siège de Région.

Une somme de **291,18 M€** a permis de couvrir l'ensemble des besoins financiers liés à la gestion du personnel, à l'exercice des fonctions électives, à l'équipement et au fonctionnement des services contre 286,69 M€ en 2010.

Le tableau qui suit retrace par direction les dépenses d'investissement et de fonctionnement concernant cette catégorie.

	2010			2011		
	Inv	Fct	Total	Inv	Fct	Total
Postes de dépenses						
Communication	87 919,08	8 519 134,79	8 607 053,87	63 660,83	9 386 845,99	9 450 506,82
Accueil Infos et Documentation	1 035,62	519 369,79	520 405,41		469 322,05	469 322,05
Accueil Infos et Documentation - groupes d'élus		33 239,61	33 239,61		34 585,82	34 585,82
Affaires juridiques et Commande publique	393 782,49	2 372 368,21	2 766 150,70	248 159,73	3 042 824,99	3 290 984,72
DGA - Assemblées		5 105 942,88	5 105 942,88		5 304 381,16	5 304 381,16
DGA - Assemblées - groupes d'élus		1 101 378,89	1 101 378,89		1 145 942,58	1 145 942,58
Courrier		696 031,18	696 031,18		599 662,73	599 662,73
Courrier - groupes d'élus		48 333,97	48 333,97		41 149,87	41 149,87
Inspection Générale des Services					2 990,00	2 990,00
Mécénat					680 000,00	680 000,00
Moyens Généraux	2 270 800,42	16 395 359,75	18 666 160,17	1 700 612,63	15 506 488,75	17 207 101,38
Moyens Généraux - groupes d'élus		51 203,58	51 203,58		64 228,76	64 228,76
Nouveau Siècle	43 245,36	303 741,41	346 986,77	35 487,49	426 409,23	461 896,72
Patrimoine	1 630 772,02	8 572,33	1 639 344,35	2 294 247,71	8 643,07	2 302 890,78
Projets Organisation et Contrôle de Gestion		407 970,04	407 970,04		487 689,29	487 689,29
Protocole		1 410 031,49	1 410 031,49		1 233 307,57	1 233 307,57
Ressources Humaines autres		7 600 568,38	7 600 568,38		6 877 051,00	6 877 051,00
Charges de personnel (012)		229 374 623,43	229 374 623,43		234 255 949,43	234 255 949,43
Systèmes d'information	3 447 557,78	1 462 167,64	4 909 725,42	3 739 200,68	1 294 807,64	5 034 008,32
CESER (hors charges de personnel)		1 779 166,79	1 779 166,79		1 954 617,35	1 954 617,35
Divers DGF (restitutions de taxes...)	501,00	309 560,91	310 061,91		283 350,32	283 350,32
TOTAL	7 875 613,77	277 498 765,07	285 374 378,84	8 081 369,07	283 100 247,60	291 181 616,67

* Prospective, Plan et Evaluation est reclassé avec les politiques régionales.

222.2 – Le Siècle de Région

Il reste à régler un montant à hauteur de 10 000 euros correspondant à un solde notarial existant. Cette dépense n'est pas réalisée en 2011.

223 – LES POLITIQUES REGIONALES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2010	566,73 M€	810,15 M€
CA 2011	605,02 M€	828,13 M€

223.1 – L'affectation de crédits

Les volumes d'affectation des crédits en AP et en CP sont repris dans le bilan de la pluriannualité à la fin de ce rapport.

223.2 – Les mandatements de la Subvention Globale

La gestion des crédits de la Subvention Globale amène la Direction de l'Action Economique et la Direction de la Recherche à réaliser des mandatements pour les montants suivants :

	Section d'investissement			Section de fonctionnement			TOTAL		
	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.
Subvention Globale DAE	21 769 815,25	4 529 139,15	20,80%	25 047 555,69	6 162 266,79	24,60%	46 817 370,94	10 691 405,94	22,84%
Subvention Globale REC	37 259 107,56	4 334 504,78	11,63%	19 634 425,10	1 185 224,49	6,04%	56 893 532,66	5 519 729,27	9,70%
TOTAL Subvention Globale	59 028 922,81	8 863 643,93	15,02%	44 681 980,79	7 347 491,28	16,44%	103 710 903,60	16 211 135,21	15,63%

223.3 – Les mandatements sur politiques

Les mandatements représentent un total de **1416,94 M€** et sont répartis au sein des deux sections à raison de **596,15 M€** pour l'investissement et **820,79 M€** pour le fonctionnement.

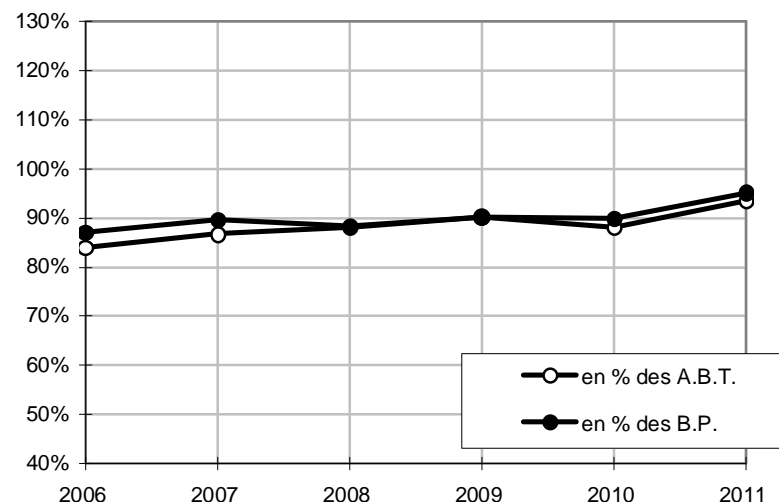
Le schéma qui suit retrace l'évolution de la consommation des *crédits de paiement* consacrés aux politiques régionales depuis 2006.

Taux d'exécution des crédits consacrés aux politiques régionales

	Crédits consommés	en % des A.B.T.	en % des B.P.
2006	1 031 M€	84,0% 1 227 M€	87,0% 1 185 M€
2007	1 197 M€	86,7% 1 381 M€	89,7% 1 335 M€
2008	1 270 M€	88,0% 1 443 M€	88,3% 1 438 M€
2009	1 368 M€	90,1% 1 518 M€	90,2% 1 516 M€
2010	1 377 M€	88,1% 1 563 M€	89,8% 1 533 M€
2011	1 417 M€	93,6% 1 514 M€	95,1% 1 490 M€

A.B.T. : Autorisations budgétaires totales

B.P. : Budgets primitifs

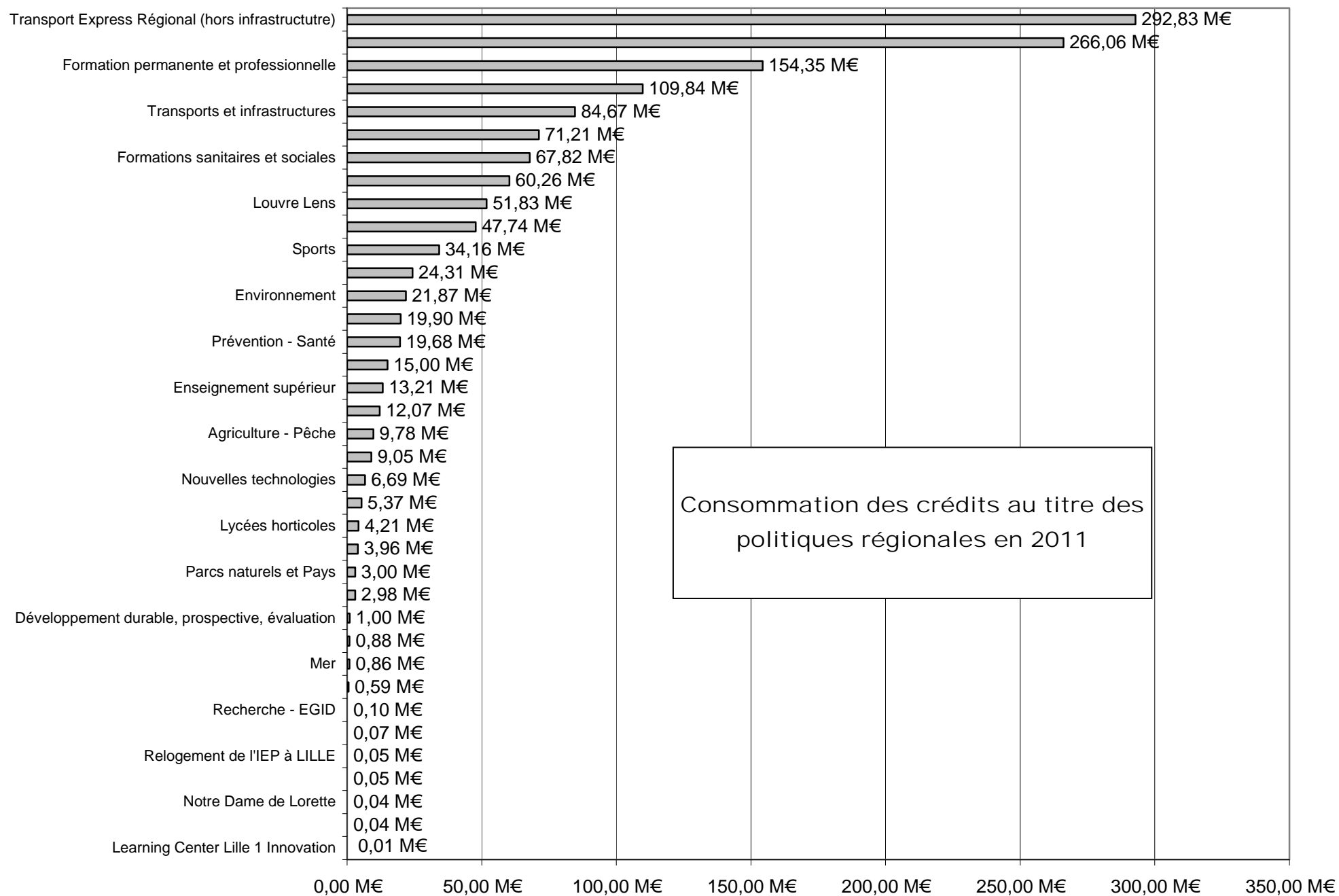


223.4 - Les domaines d'intervention

Le tableau ci-après retrace par grande fonction les mandatements consacrés aux politiques régionales et permet d'afficher la part que représentent les politiques issues des différents transferts de compétences par rapport aux autres politiques régionales.

Crédits de paiement

	Section d'investissement			Section de fonctionnement			TOTAL		
	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.
1 - Compétences transférées avant le 01/01/2005									
Formations initiales - Lycées	162 678 274,16	161 405 849,02	99,22%	108 103 300,00	104 651 037,63	96,81%	270 781 574,16	266 056 886,65	98,26%
Formation permanente et professionnelle	2 000 000,00	1 577 260,67	78,86%	159 333 528,42	152 770 298,80	95,88%	161 333 528,42	154 347 559,47	95,67%
Apprentissage	14 500 000,00	6 333 920,95	43,68%	105 350 632,18	103 506 237,45	98,25%	119 850 632,18	109 840 158,40	91,65%
Transport Express Régional (hors infrastructure)	74 291 516,57	74 291 516,57	100,00%	220 568 500,00	218 540 978,82	99,08%	294 860 016,57	292 832 495,39	99,31%
Total 1	253 469 790,73	243 608 547,21	96,11%	593 355 960,60	579 468 552,70	97,66%	846 825 751,33	823 077 099,91	97,20%
2 - Compétences transférées au 01/01/2005									
Formations sanitaires et sociales	0,00	0,00		68 143 000,00	67 824 086,50	99,53%	68 143 000,00	67 824 086,50	99,53%
Lycées horticoles	2 226 725,84	2 226 725,84	100,00%	1 981 500,00	1 978 740,74	99,86%	4 208 225,84	4 205 466,58	99,93%
Ports	19 957 194,31	13 969 134,08	70,00%	6 935 000,00	5 935 505,41	85,59%	26 892 194,31	19 904 639,49	74,02%
Total 2	22 183 920,15	16 195 859,92	73,01%	77 059 500,00	75 738 332,65	98,29%	99 243 420,15	91 934 192,57	92,64%
3 - Autres politiques régionales									
Développement durable, prospective, évaluation				1 766 006,53	1 001 332,87	56,70%	1 766 006,53	1 001 332,87	56,70%
Relations et coopérations internationales	375 000,00	300 703,15	80,19%	4 393 807,07	3 657 388,46	83,24%	4 768 807,07	3 958 091,61	83,00%
Partenariats associatifs				9 319 032,28	9 045 980,43	97,07%	9 319 032,28	9 045 980,43	97,07%
Culture	10 024 657,00	8 341 784,26	83,21%	45 990 665,84	39 394 635,09	85,66%	56 015 322,84	47 736 419,35	85,22%
Louvre Lens	69 423 808,00	50 872 646,89	73,28%	1 200 000,00	960 000,00	80,00%	70 623 808,00	51 832 646,89	73,39%
Notre Dame de Lorette	75 000,00	42 331,51	56,44%				75 000,00	42 331,51	56,44%
Développement économique et emploi	28 584 625,27	27 562 236,03	96,42%	33 335 681,11	32 696 817,48	98,08%	61 920 306,38	60 259 053,51	97,32%
Nouvelles technologies	3 375 000,00	3 352 472,37	99,33%	3 675 000,00	3 339 010,02	90,86%	7 050 000,00	6 691 482,39	94,91%
Enseignement supérieur	8 625 000,00	8 624 436,98	99,99%	7 625 000,00	4 585 883,99	60,14%	16 250 000,00	13 210 320,97	81,29%
Recherche	17 095 000,00	16 106 019,31	94,21%	9 370 000,00	8 204 330,28	87,56%	26 465 000,00	24 310 349,59	91,86%
Transports et infrastructures	79 626 470,12	78 941 574,47	99,14%	9 181 342,00	5 724 454,12	62,35%	88 807 812,12	84 666 028,59	95,34%
Tourisme	894 305,30	505 897,00	56,57%	4 978 758,00	4 863 889,96	97,69%	5 873 063,30	5 369 786,96	91,43%
Environnement	10 975 000,00	9 850 766,42	89,76%	13 841 133,08	12 020 489,73	86,85%	24 816 133,08	21 871 256,15	88,13%
Territoires	60 910 408,96	60 773 645,88	99,78%	10 850 382,13	10 434 946,08	96,17%	71 760 791,09	71 208 591,96	99,23%
Agriculture - Pêche	5 400 000,00	5 048 325,39	93,49%	5 149 898,20	4 727 907,33	91,81%	10 549 898,20	9 776 232,72	92,67%
Mer	600 000,00	571 069,27	95,18%	491 000,00	289 519,29	58,97%	1 091 000,00	860 588,56	78,88%
Europe				869 000,00	594 301,21	68,39%	869 000,00	594 301,21	68,39%
Sports	32 021 094,94	19 952 500,45	62,31%	14 593 544,00	14 203 312,75	97,33%	46 614 638,94	34 155 813,20	73,27%
Prévention - Santé	12 800 000,00	12 796 974,65	99,98%	7 792 000,00	6 881 833,90	88,32%	20 592 000,00	19 678 808,55	95,57%
Parcs naturels et Pays	1 354 934,04	1 352 656,79	99,83%	1 688 617,87	1 645 310,66	97,44%	3 043 551,91	2 997 967,45	98,50%
Subvention fonctionnement syndicats				886 180,00	882 550,00	99,59%	886 180,00	882 550,00	99,59%
Télévision Régionale	4 412 458,26	3 952 976,00	89,59%	418 600,00	418 600,00	100,00%	4 831 058,26	4 371 576,00	90,49%
Mineurs du Monde				280 000,00	6 550,00	2,34%	280 000,00	6 550,00	2,34%
Grand stade	15 000 000,00	15 000 000,00	100,00%				15 000 000,00	15 000 000,00	100,00%
Vélodrome de Roubaix	13 600 000,00	12 071 426,17	88,76%				13 600 000,00	12 071 426,17	88,76%
Maison des chercheurs	1 180 000,00	72 410,70	6,14%				1 180 000,00	72 410,70	6,14%
Recherche - EGID	1 870 000,00	103 931,09	5,56%				1 870 000,00	103 931,09	5,56%
Recherche - Institut Pasteur	200 000,00	0,00	0,00%				200 000,00	0,00	0,00%
Learning Center Vaucelles	725 000,00	54 122,22	7,47%				725 000,00	54 122,22	7,47%
Learning Center Lille 1 Innovation	200 000,00	6 808,23	3,40%				200 000,00	6 808,23	3,40%
Learning Center Lille 3 Archéologie	200 000,00	35 627,55	17,81%				200 000,00	35 627,55	17,81%
Relogement de l'IEP à LILLE	1 464 000,00	54 572,99	3,73%				1 464 000,00	54 572,99	3,73%
Total 3	381 011 761,89	336 347 915,77	88,28%	187 695 648,11	165 579 043,65	88,22%	568 707 410,00	501 926 959,42	88,26%
TOTAL GENERAL	656 665 472,77	596 152 322,90	90,78%	858 111 108,71	820 785 929,00	95,65%	1 514 776 581,48	1 416 938 251,90	93,54%



TITRE 3 – LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

31 – LA GESTION DE LA DETTE

311 – ENCOURS DE DETTE

L'encours de la dette s'élève à **1.822,5 M€** au 31/12/2011. Sa durée de vie moyenne est de 11 ans et 6 mois.
Le tableau ci-dessous apporte des précisions sur les caractéristiques de l'endettement régional.

CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT REGIONAL AVEC INCIDENCE DES SWAPS	2010	2011
Part de l'endettement en taux fixe au 31 décembre	44,00 %	50,00 %
Taux moyen de la dette à taux fixe	3,90%	3,61 %
Part de l'endettement en taux variable et révisable au 31 décembre	56,00 %	50,00 %
Taux moyen de la dette à taux variable ou révisable	1,22%	1,82 %
Taux moyen de l'ensemble de la dette	2,36%	2,72 %

Le taux moyen de la dette est de 2,72 %, contre 2,36 % un an auparavant. Ce taux est à un niveau inférieur à celui du marché puisque le coût d'un emprunt amortissable d'une durée de vie moyenne de 11 ans et 6 mois et assorti d'une marge de 2,00 % ressortait fin 2011 à 4,50 %.

312 – LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE

La gestion active de la dette vise l'optimisation des charges financières.

Celle-ci passe par une gestion active du portefeuille de dette existant, qui s'est traduite en 2011 par plusieurs types d'opérations :

- des arbitrages entre différents types de contrats : pour limiter l'impact de la hausse de nos marges de financement, les options « lignes de trésorerie » des contrats revolving les moins coûteux ont été utilisées au maximum tout au long de l'année. Les nouveaux contrats, intégrant une marge plus élevée, ont quant à eux fait l'objet de remboursements temporaires, couverts par le recours aux billets de trésorerie, qui constituent l'outil de financement le moins coûteux pour la Région ;
- la sécurisation d'une partie de la dette à taux variable : la stratégie menée en 2011 vise à profiter du mouvement de baisse des taux longs observé sur les marchés financiers pour figer une partie de la dette à taux variable et ce, à un coût réduit. Quatre opérations ont été menées dans ce sens, portant sur un montant de 117 M€ et permettant d'atteindre des taux payés compris entre 1,9 et 2,8 %.

Ces opérations de gestion active sont menées soit par des arbitrages entre indices sur le prêt initial, lorsque ceux-ci sont prévus au contrat, soit par le biais de swaps, c'est-à-dire des contrats d'échange de taux d'intérêts permettant d'échanger le taux initial d'un emprunt avec un taux de marché.

A l'issue de l'exercice 2011, le portefeuille de swaps compte 18 contrats, pour un montant de 374,52 M€, ce qui représente 20,5 % de l'encours de dette. Il est exclusivement composé de produits simples dont le taux payé reste toujours connu et maîtrisé, et sans aucun effet de levier.

32 – LA GESTION DE LA TRESORERIE

L'optimisation de la gestion des disponibilités de la Région se traduit par une volonté de maîtriser les flux financiers afin d'atteindre l'objectif de "trésorerie zéro" au terme duquel le solde du compte au Trésor est le plus faible possible. Celle-ci est rendue possible grâce à trois outils complémentaires :

321 – LES LIGNES DE CREDIT DE TRESORERIE

Les lignes de crédits de trésorerie permettent de réaliser :

- des tirages en valeur jour pour le montant exact des besoins recensés par le Payeur,
- des remboursements intermédiaires, dans un délai réglementaire de + 1 jour ouvré.

Elles offrent également la possibilité de différer la mobilisation d'un emprunt jusqu'à ce que les conditions de marché soient jugées les plus favorables.

En 2011, une ligne de trésorerie d'une capacité totale maximale de 250 M€ a permis l'appoint nécessaire au refinancement quotidien des dépenses. Cette activité a généré 233 mouvements de fonds. L'encours moyen des lignes ressort à 162,96 M€ avec un maximum de 247,15 M€. Le montant cumulé des tirages pour l'année 2011 s'élève à 1.587.262.000 €.

322 – LES CONTRATS REVOLVING

Ce sont des contrats de prêts à long terme qui offrent une option autorisant le renvoi des fonds empruntés en cas d'excédents de trésorerie et leur remobilisation en cas de besoin. Ceci permet de réinvestir les excédents de recettes non employés dans une diminution de l'encours de dette et donc de la charge financière.

Au 31 décembre 2011, quelques 479,84 M€ de revolving étaient mobilisés. En effet, la plupart des contrats revolving étant devenus plus avantageux que les lignes de crédit de trésorerie, ceux-ci ont été utilisés en priorité.

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations effectuées en 2011.

OPERATIONS REALISEES SUR LES CONTRATS REVOLVING (en M€)						
Etablissements	Plafond au 01/01/11	Mobilisé au 01/01/11	Amortissement 2011	Remboursement opérations de trésorerie	Tirages exercice 2011	Mobilisé au 31/12/11
CDC IXIS 2001 156	17,02	17,02	2,76	0	0	14,26
Sté Gén.2001 157	17,02	17,02	2,76	0	0	14,26
C.E. 2002 158	24,82	24,82	3,24	0	0	21,58
DEXIA 2002 159	29,37	29,37	3,10	0	0	26,27
DEXIA 2003 165	21,54	21,54	2,69	0	0	18,85
C.E. 2003 166	22,5	22,5	2,5	0	0	20
DEXIA 2004 170	19,28	19,28	2,14	0	0	17,14
SOC GEN 2010 195	190	190	0	190	190	190
CA/BFT 2010 196	50	50	0	50	50	50
BCME 2010 197	50	50	0	50	50	50
CDC 2011 198-1					35,60	35,60
CDC 2011 199-2					21,88	21,88
TOTAL	441,55	441,55	19,19	290	347,48	479,84

Le capital restant dû au 31/12/2011 correspond au montant mobilisé au 1^{er} janvier, déduction faite des amortissements et des remboursements et augmenté des tirages effectués au cours de l'année et des mobilisations de contrats nouveaux.

323 – LES BILLETS DE TRESORERIE

Un programme de **200 M€** de billets de trésorerie a été mis en place fin 2009, puis est passé à **300 M€** en 2011. Le billet est un outil similaire à la ligne de crédit de trésorerie, mais il est traité directement sur les marchés financiers. Dans les conditions actuelles de marché, et notamment au regard des problèmes de liquidité de nos partenaires bancaires, il constitue l'outil de gestion de trésorerie le plus avantageux pour la Région en terme de prix, même si son utilisation demeure moins souple qu'une ligne bancaire. Ainsi, dès qu'un besoin de trésorerie atteint un montant suffisant et qu'il peut être considéré comme récurrent, il est comblé par une émission de billet.

En 2011, 14 billets ont été émis, pour un montant total de **1.205.000.000 €**. Sur l'année, l'encours moyen de cet outil s'élève à 203,60 M€. Ils sont émis en moyenne pour une durée de 53 jours et un montant de 86 M€. La marge moyenne obtenue sur les billets était de 0,17 % en 2011. Ceux-ci ont donc été utilisés en priorité par rapport aux lignes de crédit de trésorerie et par rapport aux contrats revolving les plus coûteux qui ont fait l'objet de remboursement temporaires. Ces arbitrages entre outils ont ainsi généré des économies de frais financiers de l'ordre de 3 M€.

TITRE 4 - LE RESULTAT DE CLOTURE

Le résultat de la section d'investissement s'élève à :

- Mandats émis (réel et ordre)	-1 047 360 593,73 €
- Titres émis (réel et ordre)	+986 993 629,79 €
- Reprise du résultat antérieur	- 180 178 540,37 €
Résultat	- 240 545 504,31 €

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à :

- Mandats émis (réel et ordre)	- 1 316 336 028,03 €
- Titres émis (réel et ordre)	+ 1 523 792 430,95 €
- Reprise du résultat antérieur	+ 82 762 125,37 €
Résultat	+ 290 218 528,29 €

Globalement le résultat au 31 décembre 2011 s'élève à : **+ 49 673 023,98 €**

TITRE 5 – LES RESTES A REALISER

51 – LES RESTES A REALISER EN DEPENSES

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre 2011 et s'élèvent :

En section d'investissement à : 50 804 354,30 € dont 50 040 445,88 € au titre de la Subvention Globale

En section de fonctionnement à : 38 633 682,19 € dont 36 918 144,65 € au titre de la Subvention Globale

Il est à noter qu'il n'y a pas de restes à réaliser en gestion pluriannuelle.

L'état des dépenses engagées non mandatées figure en annexe du compte administratif.

52 – LES RESTES A REALISER EN RECETTES

Ils correspondent aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre 2011.

En section d'investissement à : 42 680 886,67 € dont 42 680 886,67 € au titre de la Subvention Globale

En section de fonctionnement à : 23 147 940,32 € dont 22 238 516,49 € au titre de la Subvention Globale

Avec la prise en compte des restes à réaliser, le résultat au 31 décembre 2011 se solde globalement par un excédent brut comptable de 26 063 814,48 €

TITRE 6 - LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Ils concernent en 2011 :

Opérations d'ordre de section à section (Chapitres 926-946)

- Les cessions
- Les travaux en régie
- Les amortissements
- La reprise des subventions d'équipements transférables

Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (Opérations patrimoniales)

- L'intégration des travaux
- Les avances forfaitaires
- L'intégration des frais d'études et d'insertions

Le détail de ces mouvements est retracé dans le document qui suit :

Opérations d'ordre de l'exercice 2011

OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION (CHAPITRES 926 - 946)

1- Cessions - mouvements d'ordre

Cession Imm 92 rue Wattiechart Seclin : titre n°1700 / 2011 de

178 200,00

Bien n° 152

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
37030	946- 675 - DSF	3772	926 - 21311 - DSF	134 225,59	VNC
37034	946 - 6761 - DSF	3769	926 - 192 - DSF	43 974,41	Plus value

Cession Imm 94 rue Wattiechart Seclin : titre n°1701 / 2011 de

178 200,00

Bien n° 152

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
37031	946- 675 - DSF	3773	926 - 21311 - DSF	124 282,96	VNC
37035	946 - 6761 - DSF	3770	926 - 192 - DSF	53 917,04	Plus value

Cession Imm 96 rue Wattiechart Seclin : titre n°1702 / 2011 de

178 200,00

Bien n° 152

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
37032	946- 675 - DSF	3774	926 - 21311 - DSF	123 288,69	VNC
37036	946 - 6761 - DSF	3771	926 - 192 - DSF	54 911,31	Plus value

Cession Imm + parking LT8 47 rue Delespaul Lille : titre n°1638 / 2011 de

526 727,01

Bien n° 244

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
37033	946- 675 - DSF	3775	926 - 21311 - DSF	698 854,79	VNC
37038	926 - 192 - DSF	3767	946 - 7761 - DSF	172 127,78	Moins value

Cession véhicule CLIO 828AQN59 : titre n° 2473 / 2011 de

1 490,00

Bien n° 3505

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
33218	946- 675 - DSF	3424	926 - 21828 - DSF	5 664,67	VNC
33223	926 - 192 - DSF	3421	946 - 7761 - DSF	4 174,67	Moins value

Cession véhicule XSARA 96AWS59 : titre n° 2243 / 2011 de

800,00

Bien n° 3420

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
33216	946- 675 - DSF	3422	926 - 21828 - DSF	9 042,39	VNC
33221	926 - 192 - DSF	3419	946 - 7761 - DSF	8 242,39	Moins value

Cession véhicule XSARA 150AYD59 : titre n° 2476 / 2011 de**3 200,00****Bien n° 3369**

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
33217	946- 675 - DSF	3423	926 - 21828 - DSF	9 356,31	VNC
33222	926 - 192 - DSF	3420	946 - 7761 - DSF	6 156,31	Moins value

Cession véhicule C5 82BXD59 : titre n° 1739 / 2011 de**2 726,58****Bien n° 2602**

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49657	946 - 6761 - DSF	5158	926 - 192 - DSF	2 726,58	Plus value

2 - Travaux en régie

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
		4947	946-722-DSF	345 047,41	Travaux en Régie 2011
49450	926-2313-DSF			78 471,76	Travaux en Régie Port de Boulogne 2011
49451	926-2313-DSF			19 507,86	Travaux en Régie Port de Calais 2011
49452	926-2313-DSF			15 100,72	Travaux en Régie divers Lycées 2011
49453	926-2317-DSF			231 967,07	Travaux en Régie divers Lycées 2011

3 - Amortissements

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
		4914	926-280411-DSF	5 125 934,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20411
		4915	926-280412-DSF	8 514,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20412
		4916	926-280413-DSF	1 729 042,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20413
		4917	926-280414-DSF	26 812 194,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20414
		4918	926-280415-DSF	1 903 674,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20415
		4919	926-280416-DSF	285 551,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20416
		4920	926-280417-DSF	1 181 447,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20417
		4921	926-2804171-DSF	12 433 784,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 204171
		4922	926-2804172-DSF	4 432 961,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 204172
		4923	926-280418-DSF	16 756 345,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20418
		4924	926-28042-DSF	52 098 505,80	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2042

		4925	926-28043-DSF	2 769 105,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATION 2043
		4926	926-2805-DSF	2 227 316,99	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 205
		4927	926-281311-DSF	206 949,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 218311
		4928	926-281312-DSF	1 561 387,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21312
		4929	926-281314-DSF	87 774,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21314
		4930	926-281318-DSF	605 872,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21318
		4931	926-281351-DSF	329,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21351
		4932	926-281572-DSF	4 160 697,16	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21572
		4933	926-281578-DSF	345 325,77	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21578
		4934	926-2817311-DSF	482,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217311
		4935	926-2817312-DSF	12 372 074,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217312
		4936	926-2817314-DSF	377,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217314
		4937	926-2817318-DSF	373 938,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217318
		4938	926-2817838-DSF	3 675,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217838
		4939	926-281828-DSF	485 965,44	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21828
		4940	926-281831-DSF	3 184 747,45	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21831
		4941	926-281838-DSF	1 147 542,87	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21838
		5153	926-281838-DSF	938,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21838
		4942	926-281841-DSF	2 252 599,61	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21841
		4943	926-281848-DSF	142 043,41	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21848
		4944	926-28185-DSF	5 745,09	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2185
		4945	926-28188-DSF	81 201,37	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2188
49447	946-6811 -DSF			154 783 098,96	Dotation aux amortissements
49656	946-6811 -DSF			938,00	Dotation aux amortissements

4 - Reprise des subventions d'équipement transférables

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49445	926 - 13932 - DSF			22 066 713,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49440	926 - 13911 - DSF			176 935,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49441	926 - 13913 - DSF			466 756,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49442	926 - 13914 - DSF			35 032,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49443	926 - 139172 - DSF			795 805,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49444	926 - 13918 - DSF			5 100 759,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
		4911	946-777-DSF	28 642 000,00	Reprise des subventions d'équipement transférables

OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (CHAPITRE 925)

5 - Intégration des travaux

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet

6 - Avances forfaitaires *

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
2093	925-2031-DSF	531	925-238-DSF	2 165,57	Récupération d'avance forfaitaire
		537	925-238-DSF	424,45	Récupération d'avance forfaitaire
3882	925-2031-DSF	617	925-238-DSF	19 279,52	Récupération d'avance forfaitaire
10281	925-2031-DSF	1350	925-238-DSF	3 023,49	Récupération d'avance forfaitaire
10775	925-2031-DSF	1359	925-238-DSF	2 022,50	Récupération d'avance forfaitaire
11257	925-2031-DSF	1392	925-238-DSF	6 782,67	Récupération d'avance forfaitaire
13707	925-2031-DSF	1637	925-238-DSF	16 817,60	Récupération d'avance forfaitaire
14246	925-2031-DSF	1636	925-238-DSF	1 347,98	Récupération d'avance forfaitaire
18458	925-2031-DSF	1982	925-238-DSF	10 612,50	Récupération d'avance forfaitaire
18750	925-2031-DSF	1987	925-238-DSF	972,86	Récupération d'avance forfaitaire

24660	925-2031-DSF	2626	925-238-DSF	10 987,26	Récupération d'avance forfaitaire
30539	925-2031-DSF	3042	925-238-DSF	989,19	Récupération d'avance forfaitaire
41071	925-2031-DSF	3905	925-238-DSF	210,27	Récupération d'avance forfaitaire
41072	925-2031-DSF	3904	925-238-DSF	232,18	Récupération d'avance forfaitaire
48903	925-2031-DSF	4498	925-238-DSF	5 959,86	Récupération d'avance forfaitaire
49289	925-2031-DSF	4527	925-238-DSF	164,58	Récupération d'avance forfaitaire
49290	925-2031-DSF	4528	925-238-DSF	113,69	Récupération d'avance forfaitaire
29189	925-21578-DSF	2977	925-238-DSF	77 142,00	Récupération d'avance forfaitaire
2094	925-2313-DSF	532	925-238-DSF	33 009,60	Récupération d'avance forfaitaire
5493	925-2313-DSF	821	925-238-DSF	86 904,95	Récupération d'avance forfaitaire
5988	925-2313-DSF	830	925-238-DSF	2 990,00	Récupération d'avance forfaitaire
10776	925-2313-DSF	1366	925-238-DSF	24 861,35	Récupération d'avance forfaitaire
14557	925-2313-DSF	1645	925-238-DSF	108 548,96	Récupération d'avance forfaitaire
15501	925-2313-DSF	1717	925-238-DSF	7 080,32	Récupération d'avance forfaitaire
15722	925-2313-DSF	1724	925-238-DSF	26 187,85	Récupération d'avance forfaitaire
18459	925-2313-DSF	1977	925-238-DSF	5 636,75	Récupération d'avance forfaitaire
19467	925-2313-DSF	2013	925-238-DSF	50 124,36	Récupération d'avance forfaitaire
19468	925-2313-DSF	2012	925-238-DSF	7 746,15	Récupération d'avance forfaitaire
20498	925-2313-DSF	2176	925-238-DSF	31 701,64	Récupération d'avance forfaitaire
24661	925-2313-DSF	2497	925-238-DSF	2 954,12	Récupération d'avance forfaitaire
26055	925-2313-DSF	2627	925-238-DSF	41 531,10	Récupération d'avance forfaitaire
26956	925-2313-DSF	2793	925-238-DSF	746,30	Récupération d'avance forfaitaire
27154	925-2313-DSF	2803	925-238-DSF	2 075,73	Récupération d'avance forfaitaire
27155	925-2313-DSF	2804	925-238-DSF	18 149,56	Récupération d'avance forfaitaire
28576	925-2313-DSF	2854	925-238-DSF	136 954,20	Récupération d'avance forfaitaire
28985	925-2313-DSF	2863	925-238-DSF	196 168,60	Récupération d'avance forfaitaire
37040	925-2313-DSF	3768	925-238-DSF	560 272,78	Récupération d'avance forfaitaire
39819	925-2313-DSF	3828	925-238-DSF	60 469,76	Récupération d'avance forfaitaire
40903	925-2313-DSF	3884	925-238-DSF	294 654,49	Récupération d'avance forfaitaire
42147	925-2313-DSF	3967	925-238-DSF	3 817,87	Récupération d'avance forfaitaire
43737	925-2313-DSF	4209	925-238-DSF	7 008,56	Récupération d'avance forfaitaire
46411	925-2313-DSF	4275	925-238-DSF	110 641,75	Récupération d'avance forfaitaire
47806	925-2313-DSF	4476	925-238-DSF	443 114,90	Récupération d'avance forfaitaire
48075	925-2313-DSF	4478	925-238-DSF	47 600,80	Récupération d'avance forfaitaire
649	925-2317-DSF	131	925-238-DSF	598 746,56	Récupération d'avance forfaitaire

760	925-2317-DSF	132	925-238-DSF	248 070,82	Récupération d'avance forfaitaire
1207	925-2317-DSF	171	925-238-DSF	73 844,19	Récupération d'avance forfaitaire
1208	925-2317-DSF	170	925-238-DSF	9 120,54	Récupération d'avance forfaitaire
1209	925-2317-DSF	169	925-238-DSF	1 291,86	Récupération d'avance forfaitaire
1210	925-2317-DSF	168	925-238-DSF	5 641,53	Récupération d'avance forfaitaire
1810	925-2317-DSF	175	925-238-DSF	715,85	Récupération d'avance forfaitaire
3094	925-2317-DSF	555	925-238-DSF	1 581,39	Récupération d'avance forfaitaire
3095	925-2317-DSF	556	925-238-DSF	25 147,46	Récupération d'avance forfaitaire
3096	925-2317-DSF	576	925-238-DSF	1 014,97	Récupération d'avance forfaitaire
4131	925-2317-DSF	647	925-238-DSF	9 575,44	Récupération d'avance forfaitaire
4132	925-2317-DSF	646	925-238-DSF	35 596,84	Récupération d'avance forfaitaire
4133	925-2317-DSF	645	925-238-DSF	7 203,19	Récupération d'avance forfaitaire
4134	925-2317-DSF	644	925-238-DSF	4 617,53	Récupération d'avance forfaitaire
4135	925-2317-DSF	643	925-238-DSF	6 816,40	Récupération d'avance forfaitaire
5494	925-2317-DSF	822	925-238-DSF	81 017,04	Récupération d'avance forfaitaire
5989	925-2317-DSF	831	925-238-DSF	13,88	Récupération d'avance forfaitaire
6157	925-2317-DSF	832	925-238-DSF	42 763,18	Récupération d'avance forfaitaire
7099	925-2317-DSF	859	925-238-DSF	1 060,75	Récupération d'avance forfaitaire
7100	925-2317-DSF	977	925-238-DSF	669,76	Récupération d'avance forfaitaire
8164	925-2317-DSF	1143	925-238-DSF	31 314,46	Récupération d'avance forfaitaire
8921	925-2317-DSF	1170	925-238-DSF	1 196,00	Récupération d'avance forfaitaire
8922	925-2317-DSF	1171	925-238-DSF	486,75	Récupération d'avance forfaitaire
8923	925-2317-DSF	1172	925-238-DSF	2 737,33	Récupération d'avance forfaitaire
10541	925-2317-DSF	1365	925-238-DSF	4 018,56	Récupération d'avance forfaitaire
10777	925-2317-DSF	1360	925-238-DSF	33 970,49	Récupération d'avance forfaitaire
10778	925-2317-DSF	1362	925-238-DSF	35,44	Récupération d'avance forfaitaire
10779	925-2317-DSF	1361	925-238-DSF	14 499,69	Récupération d'avance forfaitaire
10780	925-2317-DSF	1363	925-238-DSF	14 278,67	Récupération d'avance forfaitaire
10781	925-2317-DSF	1364	925-238-DSF	65 324,06	Récupération d'avance forfaitaire
11028	925-2317-DSF	1385	925-238-DSF	38 431,62	Récupération d'avance forfaitaire
11029	925-2317-DSF	1386	925-238-DSF	1 019,15	Récupération d'avance forfaitaire
11959	925-2317-DSF	1416	925-238-DSF	193 582,26	Récupération d'avance forfaitaire
12381	925-2317-DSF	1420	925-238-DSF	2 871,95	Récupération d'avance forfaitaire
15502	925-2317-DSF	1713	925-238-DSF	7 845,09	Récupération d'avance forfaitaire
15503	925-2317-DSF	1712	925-238-DSF	24 497,46	Récupération d'avance forfaitaire
15504	925-2317-DSF	1711	925-238-DSF	6 262,72	Récupération d'avance forfaitaire
15505	925-2317-DSF	1716	925-238-DSF	15 780,01	Récupération d'avance forfaitaire
15506	925-2317-DSF	1715	925-238-DSF	2 133,07	Récupération d'avance forfaitaire

15507	925-2317-DSF	1714	925-238-DSF	18 831,94	Récupération d'avance forfaitaire
15723	925-2317-DSF	1723	925-238-DSF	22 212,26	Récupération d'avance forfaitaire
16308	925-2317-DSF	1744	925-238-DSF	9 148,50	Récupération d'avance forfaitaire
		1749	925-238-DSF	270,00	Récupération d'avance forfaitaire
16646	925-2317-DSF	1768	925-238-DSF	95 296,27	Récupération d'avance forfaitaire
16914	925-2317-DSF	1771	925-238-DSF	70 452,35	Récupération d'avance forfaitaire
17264	925-2317-DSF	1946	925-238-DSF	21 815,04	Récupération d'avance forfaitaire
18460	925-2317-DSF	1978	925-238-DSF	36 865,83	Récupération d'avance forfaitaire
18461	925-2317-DSF	1979	925-238-DSF	18 813,95	Récupération d'avance forfaitaire
18462	925-2317-DSF	1980	925-238-DSF	19 919,97	Récupération d'avance forfaitaire
18463	925-2317-DSF	1981	925-238-DSF	31 767,11	Récupération d'avance forfaitaire
18751	925-2317-DSF	1986	925-238-DSF	17 147,06	Récupération d'avance forfaitaire
18980	925-2317-DSF	1997	925-238-DSF	36 829,98	Récupération d'avance forfaitaire
19469	925-2317-DSF	2011	925-238-DSF	6 518,95	Récupération d'avance forfaitaire
19470	925-2317-DSF	2010	925-238-DSF	45 440,63	Récupération d'avance forfaitaire
20499	925-2317-DSF	2174	925-238-DSF	31 919,35	Récupération d'avance forfaitaire
20500	925-2317-DSF	2175	925-238-DSF	34 926,42	Récupération d'avance forfaitaire
20929	925-2317-DSF	2239	925-238-DSF	20 922,17	Récupération d'avance forfaitaire
20930	925-2317-DSF	2238	925-238-DSF	3 365,54	Récupération d'avance forfaitaire
21119	925-2317-DSF	2252	925-238-DSF	11 787,25	Récupération d'avance forfaitaire
21410	925-2317-DSF	2374	925-238-DSF	34 726,95	Récupération d'avance forfaitaire
21799	925-2317-DSF	2405	925-238-DSF	154 608,74	Récupération d'avance forfaitaire
22811	925-2317-DSF	2444	925-238-DSF	37 230,21	Récupération d'avance forfaitaire
23946	925-2317-DSF	2488	925-238-DSF	1 031,67	Récupération d'avance forfaitaire
24276	925-2317-DSF	2489	925-238-DSF	5 390,23	Récupération d'avance forfaitaire
24277	925-2317-DSF	2487	925-238-DSF	21 212,60	Récupération d'avance forfaitaire
24662	925-2317-DSF	2498	925-238-DSF	2 628,87	Récupération d'avance forfaitaire
26056	925-2317-DSF	2630	925-238-DSF	105 973,64	Récupération d'avance forfaitaire
26057	925-2317-DSF	2629	925-238-DSF	21 528,00	Récupération d'avance forfaitaire
26058	925-2317-DSF	2631	925-238-DSF	52 466,37	Récupération d'avance forfaitaire
26059	925-2317-DSF	2628	925-238-DSF	78 888,00	Récupération d'avance forfaitaire
26957	925-2317-DSF	2792	925-238-DSF	13 465,98	Récupération d'avance forfaitaire
28365	925-2317-DSF	2850	925-238-DSF	40 290,69	Récupération d'avance forfaitaire
28366	925-2317-DSF	2851	925-238-DSF	1 925,56	Récupération d'avance forfaitaire
28367	925-2317-DSF	2852	925-238-DSF	10 043,52	Récupération d'avance forfaitaire
28577	925-2317-DSF	2853	925-238-DSF	20 000,70	Récupération d'avance forfaitaire
28701	925-2317-DSF	2861	925-238-DSF	269 550,18	Récupération d'avance forfaitaire
28803	925-2317-DSF	2862	925-238-DSF	26 783,88	Récupération d'avance forfaitaire

29453	925-2317-DSF	3000	925-238-DSF	15 004,65	Récupération d'avance forfaitaire
29890	925-2317-DSF	3019	925-238-DSF	11 322,86	Récupération d'avance forfaitaire
29891	925-2317-DSF	3018	925-238-DSF	39 080,62	Récupération d'avance forfaitaire
30540	925-2317-DSF	3043	925-238-DSF	7 739,29	Récupération d'avance forfaitaire
31586	925-2317-DSF	3095	925-238-DSF	2 724,09	Récupération d'avance forfaitaire
31588	925-2317-DSF	3093	925-238-DSF	16 428,02	Récupération d'avance forfaitaire
31752	925-2317-DSF	3096	925-238-DSF	5 112,90	Récupération d'avance forfaitaire
33439	925-2317-DSF	3441	925-238-DSF	89 051,43	Récupération d'avance forfaitaire
33440	925-2317-DSF	3442	925-238-DSF	9 041,76	Récupération d'avance forfaitaire
33768	925-2317-DSF	3465	925-238-DSF	12 100,53	Récupération d'avance forfaitaire
33769	925-2317-DSF	3462	925-238-DSF	12 637,32	Récupération d'avance forfaitaire
33770	925-2317-DSF	3466	925-238-DSF	2 029,03	Récupération d'avance forfaitaire
33771	925-2317-DSF	3463	925-238-DSF	56 227,16	Récupération d'avance forfaitaire
33772	925-2317-DSF	3464	925-238-DSF	5 374,94	Récupération d'avance forfaitaire
34361	925-2317-DSF	3485	925-238-DSF	41 265,95	Récupération d'avance forfaitaire
34362	925-2317-DSF	3484	925-238-DSF	127 483,96	Récupération d'avance forfaitaire
34571	925-2317-DSF	3501	925-238-DSF	491 493,36	Récupération d'avance forfaitaire
35939	925-2317-DSF	3573	925-238-DSF	13 045,96	Récupération d'avance forfaitaire
35941	925-2317-DSF	3571	925-238-DSF	13 678,33	Récupération d'avance forfaitaire
36233	925-2317-DSF	3572	925-238-DSF	26 884,88	Récupération d'avance forfaitaire
36620	925-2317-DSF	3739	925-238-DSF	4 999,28	Récupération d'avance forfaitaire
36621	925-2317-DSF	3740	925-238-DSF	56 308,52	Récupération d'avance forfaitaire
37998	925-2317-DSF	3812	925-238-DSF	402,21	Récupération d'avance forfaitaire
40061	925-2317-DSF	3863	925-238-DSF	229 228,35	Récupération d'avance forfaitaire
40063	925-2317-DSF	3864	925-238-DSF	99 819,60	Récupération d'avance forfaitaire
40064	925-2317-DSF	3865	925-238-DSF	33 285,97	Récupération d'avance forfaitaire
40065	925-2317-DSF	3866	925-238-DSF	54 137,02	Récupération d'avance forfaitaire
40066	925-2317-DSF	3861	925-238-DSF	6 761,86	Récupération d'avance forfaitaire
40904	925-2317-DSF	3883	925-238-DSF	69 607,20	Récupération d'avance forfaitaire
41073	925-2317-DSF	3906	925-238-DSF	1 429,44	Récupération d'avance forfaitaire
41782	925-2317-DSF	3921	925-238-DSF	32 523,19	Récupération d'avance forfaitaire
41783	925-2317-DSF	3917	925-238-DSF	75 306,22	Récupération d'avance forfaitaire
41784	925-2317-DSF	3918	925-238-DSF	4 389,20	Récupération d'avance forfaitaire
41785	925-2317-DSF	3920	925-238-DSF	49 177,65	Récupération d'avance forfaitaire
41786	925-2317-DSF	3919	925-238-DSF	6 105,78	Récupération d'avance forfaitaire
41787	925-2317-DSF	3922	925-238-DSF	82 381,49	Récupération d'avance forfaitaire
42461	925-2317-DSF	3966	925-238-DSF	33 896,60	Récupération d'avance forfaitaire
43204	925-2317-DSF	4178	925-238-DSF	16 361,28	Récupération d'avance forfaitaire

43205	925-2317-DSF	4177	925-238-DSF	22 471,05	Récupération d'avance forfaitaire
43206	925-2317-DSF	4176	925-238-DSF	21 815,04	Récupération d'avance forfaitaire
43529	925-2317-DSF	4200	925-238-DSF	138 903,41	Récupération d'avance forfaitaire
44834	925-2317-DSF	4229	925-238-DSF	8 372,00	Récupération d'avance forfaitaire
			Total :	7 582 400,34	

* Les marchés passés par la Région font l'objet d'avances forfaitaires mandatées sur le compte 238 "avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles". Lors de la réalisation des prestations, le compte 238 est crédité (émission d'un titre de recette) par le débit du compte d'imputation définitif des travaux ou acquisitions (compte 23 ou 21).

7 - Intégration et cessions à titre gratuit terrains et immeubles

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet

8 - Intégration frais d'étude et d'insertion

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49457	925-21311-DSF	4951	925-2033-DSF	22,21	TRANSFERT FICHE 13794
49458	925-21311-DSF	4952	925-2033-DSF	341,25	TRANSFERT FICHE 13948
49459	925-21311-DSF	4953	925-2033-DSF	370,50	TRANSFERT FICHE 13949
49455	925-21311-DSF	4949	925-2033-DSF	437,85	TRANSFERT FICHE 13791
49461	925-21311-DSF	4955	925-2033-DSF	625,17	TRANSFERT FICHE 14396
49485	925-21311-DSF	5001	925-2031-DSF	802,33	TRANSFERT FICHE 14970
49482	925-21311-DSF	4998	925-2031-DSF	811,61	TRANSFERT FICHE 14710
49463	925-21311-DSF	4957	925-2033-DSF	828,83	TRANSFERT FICHE 14763
49460	925-21311-DSF	4954	925-2033-DSF	852,51	TRANSFERT FICHE 14394
49456	925-21311-DSF	4950	925-2033-DSF	859,95	TRANSFERT FICHE 13793
49489	925-21311-DSF	5005	925-2031-DSF	1 794,00	TRANSFERT FICHE 15600
49486	925-21311-DSF	5002	925-2031-DSF	2 750,80	TRANSFERT FICHE 15062
49462	925-21311-DSF	4956	925-2033-DSF	4 374,63	TRANSFERT FICHE 14690
49454	925-21311-DSF	4948	925-2033-DSF	5 427,35	TRANSFERT FICHE 13788
49488	925-21311-DSF	5004	925-2031-DSF	7 176,00	TRANSFERT FICHE 15573
49483	925-21311-DSF	4999	925-2031-DSF	10 503,49	TRANSFERT FICHE 14729
49484	925-21311-DSF	5000	925-2031-DSF	24 828,40	TRANSFERT FICHE 14730
49490	925-21311-DSF	5006	925-2031-DSF	32 158,57	TRANSFERT FICHE 15662

49487	925-21311-DSF	5003	925-2031-DSF	33 275,83	TRANSFERT FICHE 15554
49546	925-21312-DSF	5042	925-2031-DSF	100,85	TRANSFERT FICHE 14260
49545	925-21312-DSF	5041	925-2031-DSF	131,13	TRANSFERT FICHE 14259
49511	925-21312-DSF	4997	925-2031-DSF	227,24	TRANSFERT FICHE 13730
49542	925-21312-DSF	5038	925-2031-DSF	227,24	TRANSFERT FICHE 14108
49557	925-21312-DSF	5054	925-2031-DSF	229,95	TRANSFERT FICHE 14645
49565	925-21312-DSF	5062	925-2031-DSF	251,94	TRANSFERT FICHE 15533
49562	925-21312-DSF	5059	925-2031-DSF	297,80	TRANSFERT FICHE 14904
49564	925-21312-DSF	5061	925-2031-DSF	515,28	TRANSFERT FICHE 15028
49518	925-21312-DSF	5013	925-2031-DSF	694,36	TRANSFERT FICHE 13862
49537	925-21312-DSF	5032	925-2031-DSF	1 278,24	TRANSFERT FICHE 14027
49503	925-21312-DSF	4989	925-2031-DSF	1 364,63	TRANSFERT FICHE 13666
49536	925-21312-DSF	5031	925-2031-DSF	1 929,34	TRANSFERT FICHE 14026
49540	925-21312-DSF	5036	925-2031-DSF	1 969,52	TRANSFERT FICHE 14032
49530	925-21312-DSF	5025	925-2031-DSF	2 456,64	TRANSFERT FICHE 13970
49560	925-21312-DSF	5057	925-2031-DSF	2 475,34	TRANSFERT FICHE 14840
49512	925-21312-DSF	5007	925-2031-DSF	3 377,28	TRANSFERT FICHE 13757
49544	925-21312-DSF	5040	925-2031-DSF	4 182,42	TRANSFERT FICHE 14230
49550	925-21312-DSF	5047	925-2031-DSF	4 757,03	TRANSFERT FICHE 14361
49495	925-21312-DSF	4981	925-2031-DSF	5 632,19	TRANSFERT FICHE 13594
49558	925-21312-DSF	5055	925-2031-DSF	5 930,13	TRANSFERT FICHE 14647
49552	925-21312-DSF	5049	925-2031-DSF	6 756,96	TRANSFERT FICHE 14424
49551	925-21312-DSF	5048	925-2031-DSF	6 886,75	TRANSFERT FICHE 14362
49519	925-21312-DSF	5014	925-2031-DSF	7 154,94	TRANSFERT FICHE 13935
49531	925-21312-DSF	5026	925-2031-DSF	7 363,62	TRANSFERT FICHE 13975
49505	925-21312-DSF	4991	925-2031-DSF	7 576,22	TRANSFERT FICHE 13684
49548	925-21312-DSF	5045	925-2031-DSF	7 967,06	TRANSFERT FICHE 14294
49499	925-21312-DSF	4985	925-2031-DSF	8 097,61	TRANSFERT FICHE 13640
49517	925-21312-DSF	5012	925-2031-DSF	9 443,27	TRANSFERT FICHE 13795
49559	925-21312-DSF	5056	925-2031-DSF	10 453,04	TRANSFERT FICHE 14718
49514	925-21312-DSF	5009	925-2031-DSF	11 234,79	TRANSFERT FICHE 13769
49541	925-21312-DSF	5037	925-2031-DSF	14 402,15	TRANSFERT FICHE 14038
49526	925-21312-DSF	5021	925-2031-DSF	15 521,19	TRANSFERT FICHE 13952
49535	925-21312-DSF	5030	925-2031-DSF	15 743,71	TRANSFERT FICHE 14025
49561	925-21312-DSF	5058	925-2031-DSF	15 749,41	TRANSFERT FICHE 14883
49556	925-21312-DSF	5053	925-2031-DSF	16 787,93	TRANSFERT FICHE 14616
49507	925-21312-DSF	4994	925-2031-DSF	16 926,98	TRANSFERT FICHE 13703
49498	925-21312-DSF	4984	925-2031-DSF	17 182,99	TRANSFERT FICHE 13639

49543	925-21312-DSF	5039	925-2031-DSF	17 658,84	TRANSFERT FICHE 14116
49553	925-21312-DSF	5050	925-2031-DSF	17 711,99	TRANSFERT FICHE 14487
49527	925-21312-DSF	5022	925-2031-DSF	17 777,73	TRANSFERT FICHE 13954
49534	925-21312-DSF	5029	925-2031-DSF	18 204,32	TRANSFERT FICHE 14018
49549	925-21312-DSF	5046	925-2031-DSF	19 094,91	TRANSFERT FICHE 14312
49500	925-21312-DSF	4986	925-2031-DSF	20 796,99	TRANSFERT FICHE 13642
49533	925-21312-DSF	5028	925-2031-DSF	24 776,57	TRANSFERT FICHE 14007
49538	925-21312-DSF	5033	925-2031-DSF	25 052,13	TRANSFERT FICHE 14028
49555	925-21312-DSF	5052	925-2031-DSF	25 176,88	TRANSFERT FICHE 14606
49539	925-21312-DSF	5034	925-2031-DSF	26 078,82	TRANSFERT FICHE 14031
49520	925-21312-DSF	5015	925-2031-DSF	28 116,68	TRANSFERT FICHE 13939
49522	925-21312-DSF	5017	925-2031-DSF	28 852,19	TRANSFERT FICHE 13941
49501	925-21312-DSF	4987	925-2031-DSF	30 770,53	TRANSFERT FICHE 13659
49496	925-21312-DSF	4982	925-2031-DSF	30 902,34	TRANSFERT FICHE 13625
49497	925-21312-DSF	4983	925-2031-DSF	33 688,08	TRANSFERT FICHE 13628
49523	925-21312-DSF	5018	925-2031-DSF	41 218,56	TRANSFERT FICHE 13942
49506	925-21312-DSF	4992	925-2031-DSF	41 576,87	TRANSFERT FICHE 13696
49554	925-21312-DSF	5051	925-2031-DSF	41 988,69	TRANSFERT FICHE 14543
49516	925-21312-DSF	5011	925-2031-DSF	43 034,17	TRANSFERT FICHE 13771
49524	925-21312-DSF	5019	925-2031-DSF	44 715,60	TRANSFERT FICHE 13944
49563	925-21312-DSF	5060	925-2031-DSF	45 796,21	TRANSFERT FICHE 14972
49508	925-21312-DSF	4993	925-2031-DSF	46 162,34	TRANSFERT FICHE 13708
49513	925-21312-DSF	5008	925-2031-DSF	46 554,95	TRANSFERT FICHE 13767
49502	925-21312-DSF	4988	925-2031-DSF	48 017,14	TRANSFERT FICHE 13661
49532	925-21312-DSF	5027	925-2031-DSF	50 949,98	TRANSFERT FICHE 13999
49515	925-21312-DSF	5010	925-2031-DSF	51 047,24	TRANSFERT FICHE 13770
49492	925-21312-DSF	4978	925-2031-DSF	52 375,50	TRANSFERT FICHE 11231
49509	925-21312-DSF	4995	925-2031-DSF	56 874,60	TRANSFERT FICHE 13709
49547	925-21312-DSF	5044	925-2031-DSF	57 503,80	TRANSFERT FICHE 14293
49525	925-21312-DSF	5020	925-2031-DSF	57 560,93	TRANSFERT FICHE 13947
49504	925-21312-DSF	4990	925-2031-DSF	57 904,78	TRANSFERT FICHE 13679
49493	925-21312-DSF	4979	925-2031-DSF	60 108,57	TRANSFERT FICHE 11399
49529	925-21312-DSF	5024	925-2031-DSF	61 770,43	TRANSFERT FICHE 13957
49521	925-21312-DSF	5016	925-2031-DSF	62 341,85	TRANSFERT FICHE 13940
49528	925-21312-DSF	5023	925-2031-DSF	87 439,44	TRANSFERT FICHE 13955
49510	925-21312-DSF	4996	925-2031-DSF	93 367,70	TRANSFERT FICHE 13719
49491	925-21312-DSF	5035	925-2031-DSF	242 725,25	TRANSFERT FICHE 6540
49464	925-21312-DSF	4958	925-2033-DSF	385 249,19	TRANSFERT FICHE 14000

49494	925-21312-DSF	4980	925-2031-DSF	482 922,50	TRANSFERT FICHE 13586
49465	925-21314-DSF	4959	925-2033-DSF	65,00	TRANSFERT FICHE 13789
49471	925-21314-DSF	4965	925-2033-DSF	288,50	TRANSFERT FICHE 14395
49466	925-21314-DSF	4960	925-2033-DSF	371,22	TRANSFERT FICHE 13792
49473	925-21314-DSF	4967	925-2033-DSF	413,58	TRANSFERT FICHE 14398
49470	925-21314-DSF	4964	925-2033-DSF	452,45	TRANSFERT FICHE 14322
49468	925-21314-DSF	4962	925-2033-DSF	478,50	TRANSFERT FICHE 13946
49474	925-21314-DSF	4968	925-2033-DSF	781,47	TRANSFERT FICHE 14688
49476	925-21314-DSF	4970	925-2033-DSF	828,83	TRANSFERT FICHE 14981
49472	925-21314-DSF	4966	925-2033-DSF	852,51	TRANSFERT FICHE 14397
49467	925-21314-DSF	4961	925-2033-DSF	1 013,73	TRANSFERT FICHE 13945
49571	925-21314-DSF	5068	925-2031-DSF	1 138,59	TRANSFERT FICHE 14610
49569	925-21314-DSF	5066	925-2031-DSF	1 423,23	TRANSFERT FICHE 14608
49572	925-21314-DSF	5069	925-2031-DSF	1 423,24	TRANSFERT FICHE 14611
49469	925-21314-DSF	4963	925-2033-DSF	1 626,65	TRANSFERT FICHE 14225
49475	925-21314-DSF	4969	925-2033-DSF	1 824,71	TRANSFERT FICHE 14689
49570	925-21314-DSF	5067	925-2031-DSF	12 983,88	TRANSFERT FICHE 14609
49567	925-21314-DSF	5064	925-2031-DSF	20 606,01	TRANSFERT FICHE 14144
49568	925-21314-DSF	5065	925-2031-DSF	37 130,42	TRANSFERT FICHE 14559
49566	925-21314-DSF	5063	925-2031-DSF	53 941,25	TRANSFERT FICHE 14127
49580	925-21318-DSF	5150	925-2031-DSF	177,01	TRANSFERT FICHE 15494
49579	925-21318-DSF	5149	925-2031-DSF	310,96	TRANSFERT FICHE 15098
49574	925-21318-DSF	5071	925-2031-DSF	1 076,40	TRANSFERT FICHE 15182
49573	925-21318-DSF	5070	925-2031-DSF	18 588,89	TRANSFERT FICHE 15181
49578	925-21318-DSF	5148	925-2031-DSF	26 742,56	TRANSFERT FICHE 14843
49575	925-21318-DSF	5145	925-2031-DSF	130 496,48	TRANSFERT FICHE 13968
49577	925-21318-DSF	5147	925-2031-DSF	171 093,78	TRANSFERT FICHE 14313
49576	925-21318-DSF	5146	925-2031-DSF	1 198 769,32	TRANSFERT FICHE 14269
49478	925-21578-DSF	4975	925-2033-DSF	347,75	TRANSFERT FICHE 14991
49477	925-21578-DSF	4974	925-2033-DSF	419,25	TRANSFERT FICHE 13950
49583	925-217311-DSF	5074	925-2031-DSF	16 159,28	TRANSFERT FICHE 15324
49581	925-217311-DSF	5072	925-2031-DSF	16 825,21	TRANSFERT FICHE 15091
49582	925-217311-DSF	5073	925-2031-DSF	24 902,25	TRANSFERT FICHE 15105
49586	925-217312-DSF	5077	925-2031-DSF	203,32	TRANSFERT FICHE 3823

49650	925-217312-DSF	5141	925-2031-DSF	249,51	TRANSFERT FICHE 15224
49647	925-217312-DSF	5138	925-2031-DSF	419,69	TRANSFERT FICHE 14851
49630	925-217312-DSF	5121	925-2031-DSF	593,22	TRANSFERT FICHE 14109
49587	925-217312-DSF	5078	925-2031-DSF	784,81	TRANSFERT FICHE 6553
49480	925-217312-DSF	4972	925-2033-DSF	789,75	TRANSFERT FICHE 14992
49588	925-217312-DSF	5079	925-2031-DSF	879,75	TRANSFERT FICHE 11138
49639	925-217312-DSF	5130	925-2031-DSF	1 052,48	TRANSFERT FICHE 14284
49654	925-217312-DSF	5152	925-2031-DSF	1 062,48	TRANSFERT FICHE 16051
49615	925-217312-DSF	5106	925-2031-DSF	1 071,29	TRANSFERT FICHE 13798
49643	925-217312-DSF	5134	925-2031-DSF	1 093,55	TRANSFERT FICHE 14432
49636	925-217312-DSF	5127	925-2031-DSF	1 104,77	TRANSFERT FICHE 14241
49479	925-217312-DSF	4971	925-2033-DSF	1 114,30	TRANSFERT FICHE 13486
49605	925-217312-DSF	5096	925-2031-DSF	1 340,41	TRANSFERT FICHE 13717
49599	925-217312-DSF	5090	925-2031-DSF	2 285,18	TRANSFERT FICHE 13671
49617	925-217312-DSF	5108	925-2031-DSF	2 509,50	TRANSFERT FICHE 13806
49652	925-217312-DSF	5143	925-2031-DSF	2 837,51	TRANSFERT FICHE 15302
49651	925-217312-DSF	5142	925-2031-DSF	3 348,80	TRANSFERT FICHE 15264
49648	925-217312-DSF	5139	925-2031-DSF	3 384,68	TRANSFERT FICHE 14983
49626	925-217312-DSF	5117	925-2031-DSF	3 719,96	TRANSFERT FICHE 14017
49637	925-217312-DSF	5128	925-2031-DSF	3 793,35	TRANSFERT FICHE 14265
49624	925-217312-DSF	5115	925-2031-DSF	3 853,39	TRANSFERT FICHE 14002
49622	925-217312-DSF	5113	925-2031-DSF	4 166,57	TRANSFERT FICHE 13974
49645	925-217312-DSF	5136	925-2031-DSF	4 609,84	TRANSFERT FICHE 14717
49611	925-217312-DSF	5102	925-2031-DSF	4 696,72	TRANSFERT FICHE 13738
49635	925-217312-DSF	5126	925-2031-DSF	4 896,88	TRANSFERT FICHE 14156
49644	925-217312-DSF	5135	925-2031-DSF	5 719,58	TRANSFERT FICHE 14607
49646	925-217312-DSF	5137	925-2031-DSF	6 627,11	TRANSFERT FICHE 14719
49589	925-217312-DSF	5080	925-2031-DSF	6 835,23	TRANSFERT FICHE 11776
49600	925-217312-DSF	5091	925-2031-DSF	7 144,66	TRANSFERT FICHE 13680
49653	925-217312-DSF	5151	925-2031-DSF	7 513,28	TRANSFERT FICHE 16666
49593	925-217312-DSF	5084	925-2031-DSF	8 773,74	TRANSFERT FICHE 13643
49628	925-217312-DSF	5119	925-2031-DSF	9 490,50	TRANSFERT FICHE 14029
49616	925-217312-DSF	5107	925-2031-DSF	10 882,48	TRANSFERT FICHE 13800
49627	925-217312-DSF	5118	925-2031-DSF	11 314,70	TRANSFERT FICHE 14021
49649	925-217312-DSF	5140	925-2031-DSF	11 863,09	TRANSFERT FICHE 15101
49634	925-217312-DSF	5125	925-2031-DSF	12 348,05	TRANSFERT FICHE 14143
49625	925-217312-DSF	5116	925-2031-DSF	13 700,11	TRANSFERT FICHE 14005
49621	925-217312-DSF	5112	925-2031-DSF	13 985,79	TRANSFERT FICHE 13973

49623	925-217312-DSF	5114	925-2031-DSF	14 509,81	TRANSFERT FICHE 13988
49608	925-217312-DSF	5099	925-2031-DSF	14 782,66	TRANSFERT FICHE 13722
49594	925-217312-DSF	5085	925-2031-DSF	15 015,25	TRANSFERT FICHE 13651
49591	925-217312-DSF	5082	925-2031-DSF	15 088,24	TRANSFERT FICHE 13636
49610	925-217312-DSF	5101	925-2031-DSF	15 377,15	TRANSFERT FICHE 13731
49642	925-217312-DSF	5133	925-2031-DSF	15 728,69	TRANSFERT FICHE 14345
49629	925-217312-DSF	5120	925-2031-DSF	16 138,23	TRANSFERT FICHE 14030
49609	925-217312-DSF	5100	925-2031-DSF	16 532,49	TRANSFERT FICHE 13728
49640	925-217312-DSF	5131	925-2031-DSF	18 096,56	TRANSFERT FICHE 14288
49612	925-217312-DSF	5103	925-2031-DSF	19 032,09	TRANSFERT FICHE 13753
49607	925-217312-DSF	5098	925-2031-DSF	20 963,88	TRANSFERT FICHE 13721
49641	925-217312-DSF	5132	925-2031-DSF	24 274,61	TRANSFERT FICHE 14290
49633	925-217312-DSF	5124	925-2031-DSF	25 735,97	TRANSFERT FICHE 14136
49601	925-217312-DSF	5092	925-2031-DSF	27 496,85	TRANSFERT FICHE 13683
49631	925-217312-DSF	5122	925-2031-DSF	28 623,79	TRANSFERT FICHE 14118
49613	925-217312-DSF	5104	925-2031-DSF	30 266,63	TRANSFERT FICHE 13754
49585	925-217312-DSF	5076	925-2031-DSF	36 791,95	TRANSFERT FICHE 3812
49584	925-217312-DSF	5075	925-2031-DSF	38 235,39	TRANSFERT FICHE 1588
49606	925-217312-DSF	5097	925-2031-DSF	41 863,10	TRANSFERT FICHE 13720
49595	925-217312-DSF	5086	925-2031-DSF	44 073,12	TRANSFERT FICHE 13652
49590	925-217312-DSF	5081	925-2031-DSF	55 121,34	TRANSFERT FICHE 13632
49604	925-217312-DSF	5095	925-2031-DSF	55 149,03	TRANSFERT FICHE 13693
49620	925-217312-DSF	5111	925-2031-DSF	55 992,19	TRANSFERT FICHE 13971
49632	925-217312-DSF	5123	925-2031-DSF	60 746,35	TRANSFERT FICHE 14129
49602	925-217312-DSF	5093	925-2031-DSF	70 260,86	TRANSFERT FICHE 13685
49603	925-217312-DSF	5094	925-2031-DSF	79 315,23	TRANSFERT FICHE 13687
49614	925-217312-DSF	5105	925-2031-DSF	91 296,57	TRANSFERT FICHE 13756
49638	925-217312-DSF	5129	925-2031-DSF	95 190,19	TRANSFERT FICHE 14283
49597	925-217312-DSF	5088	925-2031-DSF	99 330,07	TRANSFERT FICHE 13656
49596	925-217312-DSF	5087	925-2031-DSF	122 892,84	TRANSFERT FICHE 13653
49598	925-217312-DSF	5089	925-2031-DSF	131 036,76	TRANSFERT FICHE 13669
49619	925-217312-DSF	5110	925-2031-DSF	141 432,59	TRANSFERT FICHE 13959
49618	925-217312-DSF	5109	925-2031-DSF	415 214,61	TRANSFERT FICHE 13838
49592	925-217312-DSF	5083	925-2031-DSF	426 210,01	TRANSFERT FICHE 13637
49481	925-217318-DSF	4973	925-2033-DSF	625,17	TRANSFERT FICHE 14982
49655	925-217318-DSF	5144	925-2031-DSF	18 763,85	TRANSFERT FICHE 13897
			Total :	7 308 200,80	

LEXIQUE

Compte Administratif et Compte de Gestion

La comptabilité de la Région est une comptabilité de droits constatés : elle enregistre non pas des mouvements de fonds effectifs mais des ordres donnés au comptable (mandats et titres de recettes).

En conformité avec les principes de base du droit public budgétaire, l'exécution des opérations budgétaires de la Région est assurée par deux agents distincts et séparés : l'ordonnateur et le comptable.

Le président du Conseil Régional exerce les fonctions d'ordonnateur : il est chargé de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses ainsi que de la constatation des recettes, dont il prescrit l'exécution. Le payeur régional, en sa qualité de comptable public, assure la prise en charge et le recouvrement des recettes, le paiement effectif des dépenses et les opérations de trésorerie.

L'incompatibilité de ces deux fonctions et leur stricte séparation constituent un principe fondamental de l'organisation budgétaire et comptable des administrations publiques. Sa mise en œuvre nécessite la tenue de deux comptabilités distinctes et une présentation séparée des comptes à la clôture de chaque exercice, dans un document propre à l'ordonnateur et au comptable.

Le compte administratif, présenté par le président du Conseil Régional, retrace l'exécution du budget, c'est-à-dire l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes.

Le compte de gestion, établi par le payeur régional, décrit l'ensemble des mouvements de fonds qui en résultent. Ainsi, compte administratif et compte de gestion retracent les mouvements budgétaires de manière identique. En revanche, les opérations non budgétaires, telles que la gestion du patrimoine, l'enregistrement des flux de trésorerie ou l'établissement du bilan, ne figurent que dans le compte de gestion.

Autorisations budgétaires totales (A.B.T)

Les autorisations budgétaires totales correspondent au cumul des crédits de dépenses autorisés par l'Assemblée régionale et comprennent le budget primitif et les décisions modificatives.

Autorisations de programme (A.P.) et Autorisations d'engagement (A.E.)

Les autorisations de programme (section d'investissement) et autorisations d'engagement (section de fonctionnement) déterminent les crédits que la Région souhaite allouer à la mise en œuvre des programmes d'investissement et de fonctionnement. Elles représentent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être affectées.

L'affectation d'une autorisation de programme ou d'engagement constitue la décision de l'Assemblée délibérante de mettre en réserve un montant de crédits destinés à la réalisation d'une opération déterminée.

A chaque autorisation de programme et d'engagement correspond un échéancier de crédits de paiement.

Crédits de Paiement (C.P.)

Les crédits de paiement représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours d'un exercice donné pour couvrir les engagements pris dans le cadre des autorisations de programme ou d'engagement correspondantes.

C'est à ce niveau que s'apprécie l'équilibre budgétaire.

Dépenses et recettes réelles ou d'ordre

Les dépenses et les recettes budgétaires sont constituées d'opérations réelles et d'opérations d'ordre.

Les opérations d'ordre, qui sont traditionnellement exclues des analyses budgétaires, correspondent à des jeux d'écritures comptables n'impliquant ni encaissement ni décaissement effectif.

Dépenses d'équipement brut

Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation y compris les versements d'avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage, ainsi que les subventions d'investissement versées.

EONIA (ex TMP (European Overnight Index Average))

Il s'agit d'un taux moyen pondéré des opérations de prêts interbancaires au jour le jour réalisées par 57 banques européennes.

Epargne brute (ou autofinancement brut)

Elle est constituée par la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. Elle s'apparente à la capacité d'autofinancement d'une entreprise ou à l'épargne disponible d'un ménage et contribue à l'amortissement du capital de la dette et au financement des investissements.

Epargne nette

Elle correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. L'excédent dégagé détermine la capacité d'autofinancement des investissements.

EURIBOR (European interbank offered rate ou taux interbancaire offert européen)

C'est un indicateur des taux offerts aux banques sur le marché monétaire sur une durée de un à douze mois. Il est égal à la moyenne simple des taux offerts par 57 banques européennes. Il remplace le PIBOR.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le FCTVA a pour objet le remboursement par l'Etat aux Collectivités Locales et à leurs groupements de la TVA acquittée sur leurs investissements.

L'assiette de cette dotation est constituée par les dépenses réelles d'équipement (acquisitions et travaux) réalisées durant la pénultième année, à l'exclusion de celles qui n'ont pas pour effet d'accroître le patrimoine de la Collectivité.

Ainsi, ne peuvent donner lieu à récupération de TVA, ni les travaux réalisés pour le compte de tiers, ni l'acquisition de biens mis à disposition auprès de tiers non éligibles au FCTVA.

Les dépenses doivent de plus relever des domaines de compétence de la Collectivité et l'éligibilité au FCTVA des dépenses d'enseignement supérieur est conditionnée par l'existence d'une convention de maîtrise d'ouvrage liant l'Etat et la Région.

Sont enfin déduites de l'assiette les subventions spécifiques de l'Etat (hors dotations de décentralisation).

Ligne de trésorerie

Il s'agit d'un concours financier plafonné mis à la disposition de la Région par un établissement bancaire et destiné à faire face à un besoin ponctuel et éventuel de liquidités, au cours de l'exécution budgétaire. Ce produit permet à la Région de gérer au mieux sa trésorerie en se rapprochant d'une « trésorerie zéro », et de mobiliser l'emprunt au moment opportun.

Notionnel

C'est le montant qui sert de base pour le calcul d'intérêts d'un SWAP. Pour une échéance donnée, il correspond au capital restant dû figurant au tableau d'amortissement du prêt auquel il est adossé.

Recettes définitives

Les recettes définitives sont formées des recettes réelles du budget, à l'exception du montant des emprunts souscrits au cours de l'exercice budgétaire considéré.

Section d'investissement

La section d'investissement retrace les opérations relatives au patrimoine de la Région. Ces opérations concernent notamment les biens mobiliers et immobiliers détenus par la Région, ses créances et ses dettes (remboursement en capital de la dette, souscription d'emprunts...), les fonds de concours et les subventions.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement enregistre les opérations courantes qui se renouvellent régulièrement, comme le financement des stages de formation professionnelle continue, l'apprentissage, le fonctionnement des lycées ou les dépenses de moyens nécessaires au fonctionnement de la Région.

SWAP

Un SWAP est un échange financier pratiqué entre la Région et une banque afin par exemple, de couvrir la dette régionale contre les fluctuations des taux d'intérêt. Le contrat signé entre les deux parties stipule qu'elles s'échangeront, pendant une durée donnée des flux d'intérêt (l'un des deux étant par exemple fixe et l'autre variable) sur un même capital de référence.

T4M (Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire)

C'est le taux moyen mensuel du marché interbancaire au jour le jour. Il est publié quotidiennement.

TAM (Taux Annuel Monétaire)

C'est un index qui représente la moyenne arithmétique capitalisée des T4M des douze mois précédents.

DONNEES SYNTHETIQUES
SUR LA SITUATION
FINANCIERE DE LA REGION
(Exercices 2004 à 2011)

SOMMAIRE

- Ratio 1 (loi ATR) - Dépenses réelles de fonctionnement par habitant
- Ratio 2 (loi ATR) - Produit des impositions directes par habitant
- Ratio 3 (loi ATR) - Recettes réelles de fonctionnement par habitant
- Ratio 4 (loi ATR) - Dépenses d'équipement brut par habitant
- Ratio 5 (loi ATR) - Encours de la dette par habitant
- Ratio 6 (loi ATR) - Dotation globale de fonctionnement par habitant
- Ratio 7 (loi ATR) - Dépenses de personnel sur dépenses réelles de fonctionnement
- Ratio 8 (loi ATR) - Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal
- Ratio 9 (loi ATR) - Dépenses réelles de fonctionnement + capital de dette sur recettes réelles de fonctionnement
- Ratio 10 (loi ATR) - Taux d'équipement brut
- Ratio 11 (loi ATR) - Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement

Ratios dont la production est rendue obligatoire par la Loi n° 92.125 du 06/02/92 relative à l'Administration Territoriale de la République

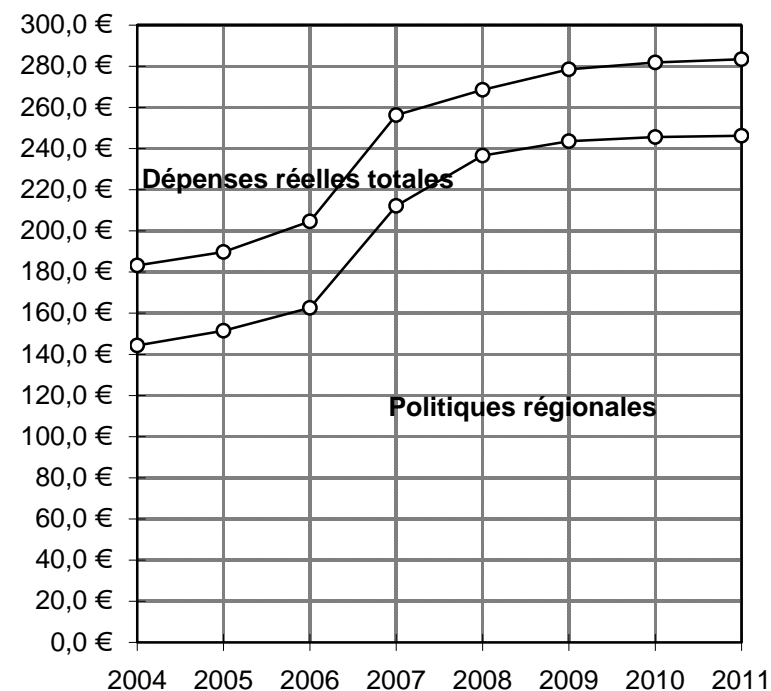
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant

Source : Comptes Administratifs

	Dépenses réelles totales de fonctionnement	Montant par habitant
2004	732 392 235 €	183,3 €
2005	758 452 338 €	189,8 €
2006	817 911 057 €	204,7 €
2007	1 024 089 939 €	256,2 €
2008	1 073 333 204 €	268,6 €
2009	1 138 808 839 €	278,5 €
2010	1 153 786 452 €	281,9 €
2011	1 160 291 746 €	283,4 €

	Politiques régionales de fonctionnement	Montant par habitant
2004	576 682 034 €	144,3 €
2005	605 324 670 €	151,5 €
2006	650 008 264 €	162,6 €
2007	848 042 138 €	212,2 €
2008	945 492 686 €	236,6 €
2009	996 114 839 €	243,6 €
2010	1 005 409 945 €	245,6 €
2011	1 010 246 242 €	246,3 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.
Population en 2011 : 4 102 236 hab.



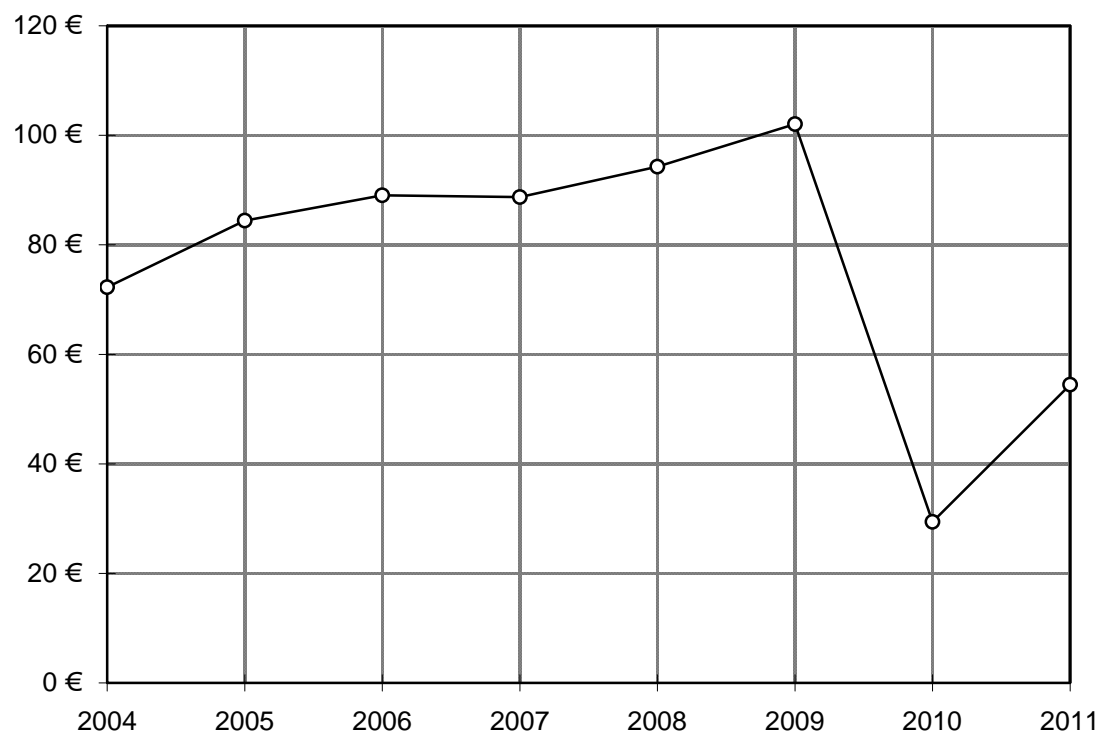
Produit des impositions directes* par habitant

Ratio N°2 : Loi ATR

Source : Comptes Administratifs

	Produit des taxes directes locales	<i>Montant par habitant</i>
2004	288 787 720 €	72 €
2005	337 437 544 €	84 €
2006	355 879 431 €	89 €
2007	354 633 360 €	89 €
2008	376 804 626 €	94 €
2009	417 237 301 €	102 €
2010	120 365 812 €	29 €
2011	223 466 244 €	54 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.
Population en 2011 : 4 102 236 hab.



Les impositions directes comprennent le produit des trois impôts directs locaux. Sont exclus les versements de l'Etat venant en compensation des pertes liées aux exonérations et suppressions sur ces impôts.

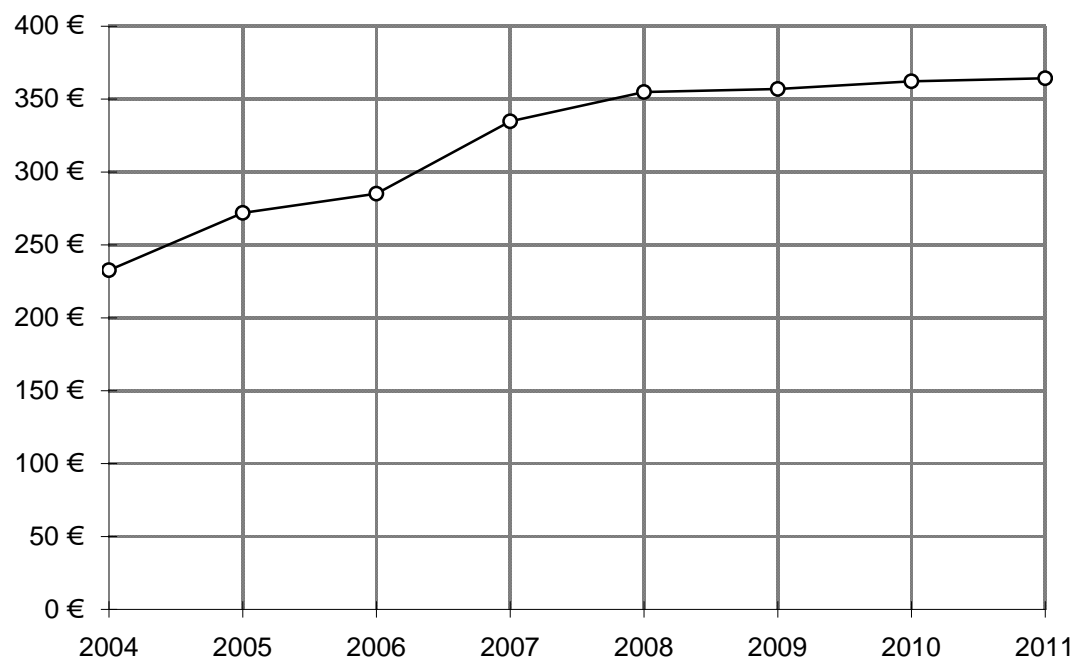
* Article 7311

Recettes réelles de fonctionnement par habitant

Source : Comptes Administratifs

	<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	<i>Montant par habitant</i>
2004	929 934 542 €	233 €
2005	1 086 920 068 €	272 €
2006	1 139 676 255 €	285 €
2005	1 337 926 949 €	335 €
2008	1 418 117 135 €	355 €
2009	1 459 406 257 €	357 €
2010	1 482 813 293 €	362 €
2011	1 494 614 682 €	364 €

Population en 1999 :	3 996 588 hab.
Population en 2009 :	4 088 785 hab.
Population en 2010 :	4 093 568 hab.
Population en 2011 :	4 102 236 hab.



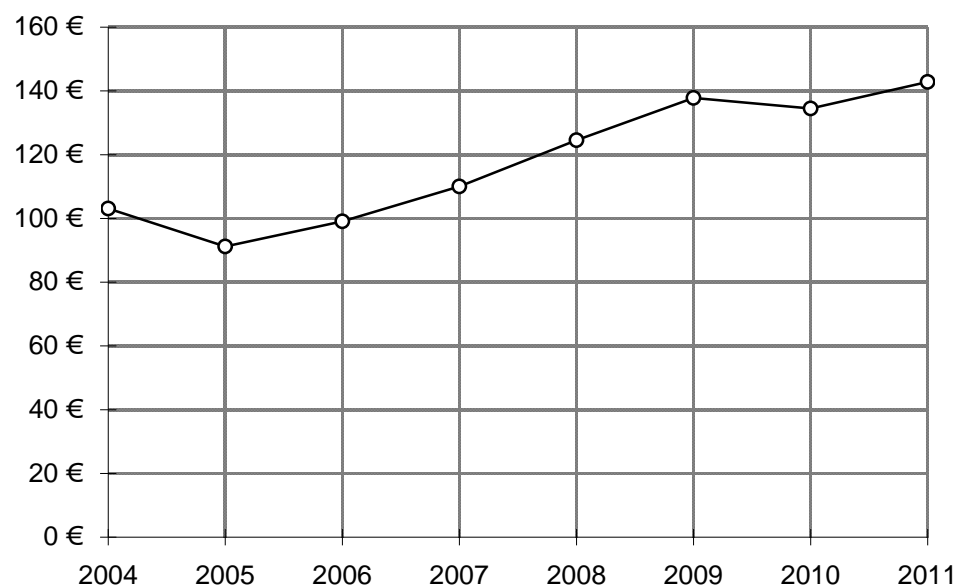
Les recettes réelles de fonctionnement s'entendent du total des recettes de fonctionnement après déduction de l'excédent reporté.

Dépenses d'équipement brut* par habitant

Source : Comptes Administratifs

	Dépenses d'équipement brut	Montant par habitant
2004	411 964 508 €	103,08 €
2005	364 538 915 €	91,21 €
2006	395 942 631 €	99,07 €
2007	439 777 088 €	110,04 €
2008	497 752 563 €	124,54 €
2009	563 406 872 €	137,79 €
2010	550 580 384 €	134,50 €
2011	585 969 927 €	142,84 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.
Population en 2011 : 4 102 236 hab.



* comptes 204 + 21 + 23, dépenses réelles.

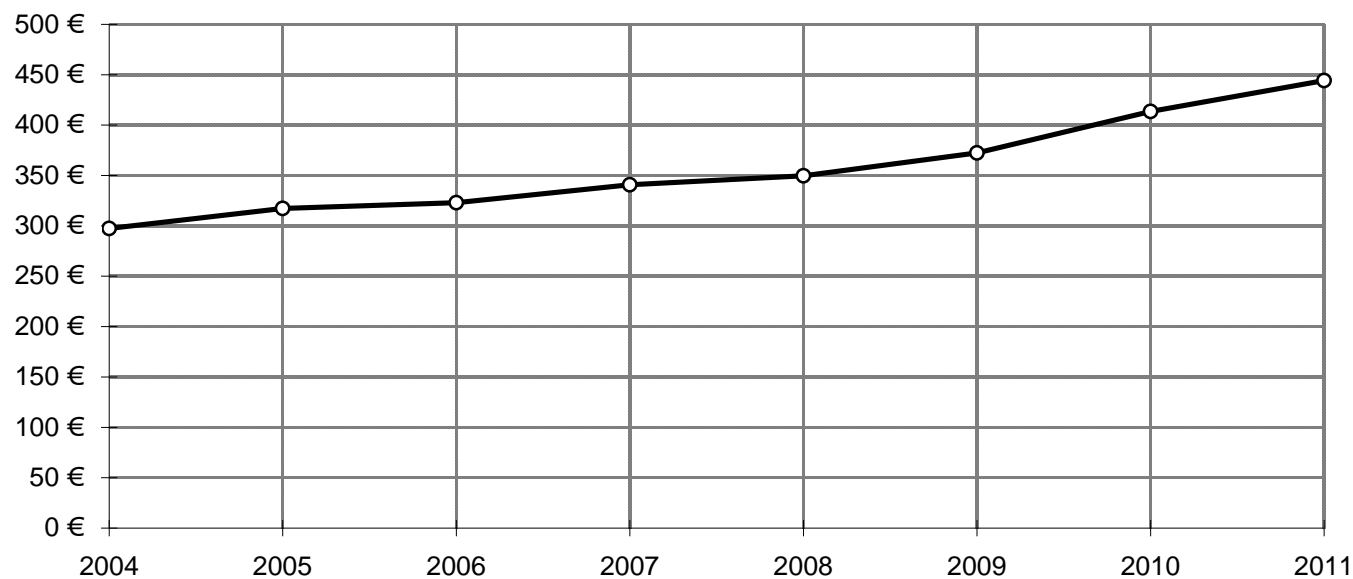
Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation, y compris les versements d'avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la rénovation ou la construction d'établissements scolaires ainsi que la construction du siège de Région, et les subventions d'équipement versées.

Encours de la dette par habitant

Au 31 décembre de chaque année

Périodes	Encours de la dette	Montant par hab.
2004	1 188 698 434 €	297 €
2005	1 268 046 852 €	317 €
2006	1 291 106 537 €	323 €
2007	1 362 171 203 €	341 €
2008	1 397 820 168 €	350 €
2009	1 522 810 793 €	372 €
2010	1 692 677 784 €	413 €
2011	1 822 547 042 €	444 €

L'encours de la dette correspond au cumul des emprunts à long terme (capital restant dû au 31 décembre de chaque année, y compris METP et ICADE à partir de 2005).



Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.
Population en 2011 : 4 102 236 hab.

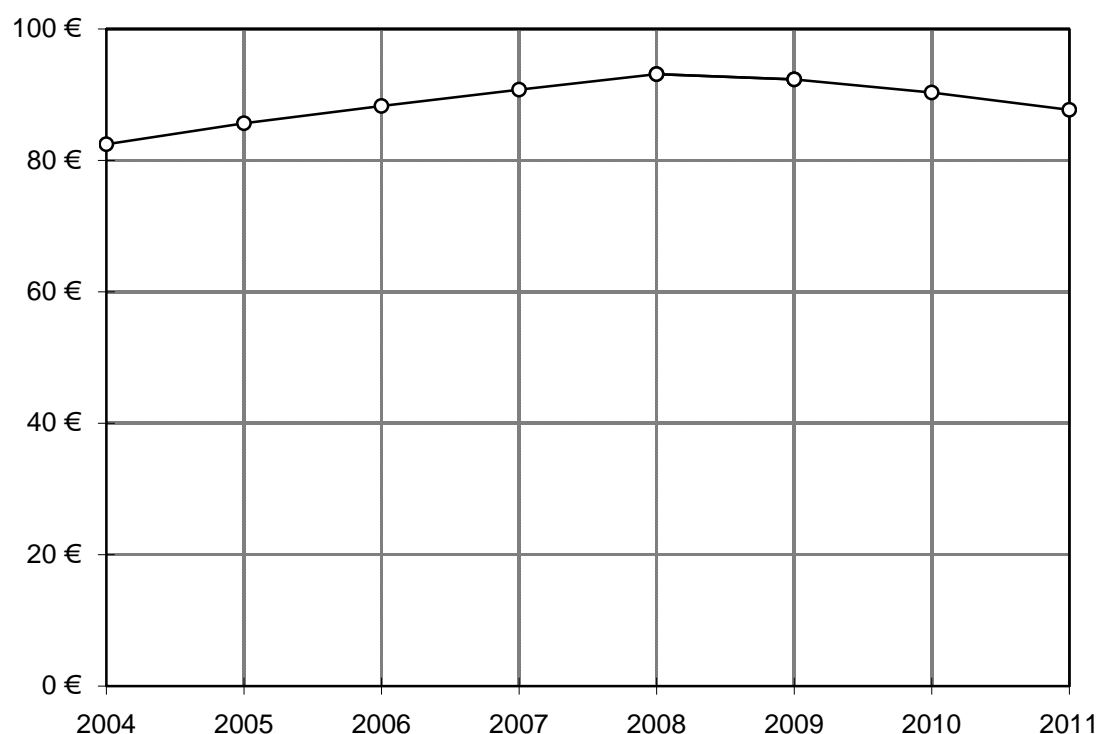
Dotation Globale de Fonctionnement par habitant

N.B. : La Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) n'existe pour les Régions que depuis 2004

Source : Comptes Administratifs

	<i>Dotation Globale de Fonctionnement</i>	<i>Montant par habitant</i>
2004	(*) 329 590 000 €	(*) 82 €
2005	342 279 669 €	86 €
2006	352 801 392 €	88 €
2007	362 779 044 €	91 €
2008	372 171 103 €	93 €
2009	377 501 567 €	92 €
2010	369 751 220 €	90 €
2011	359 736 553 €	88 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.
Population en 2011 : 4 102 236 hab.

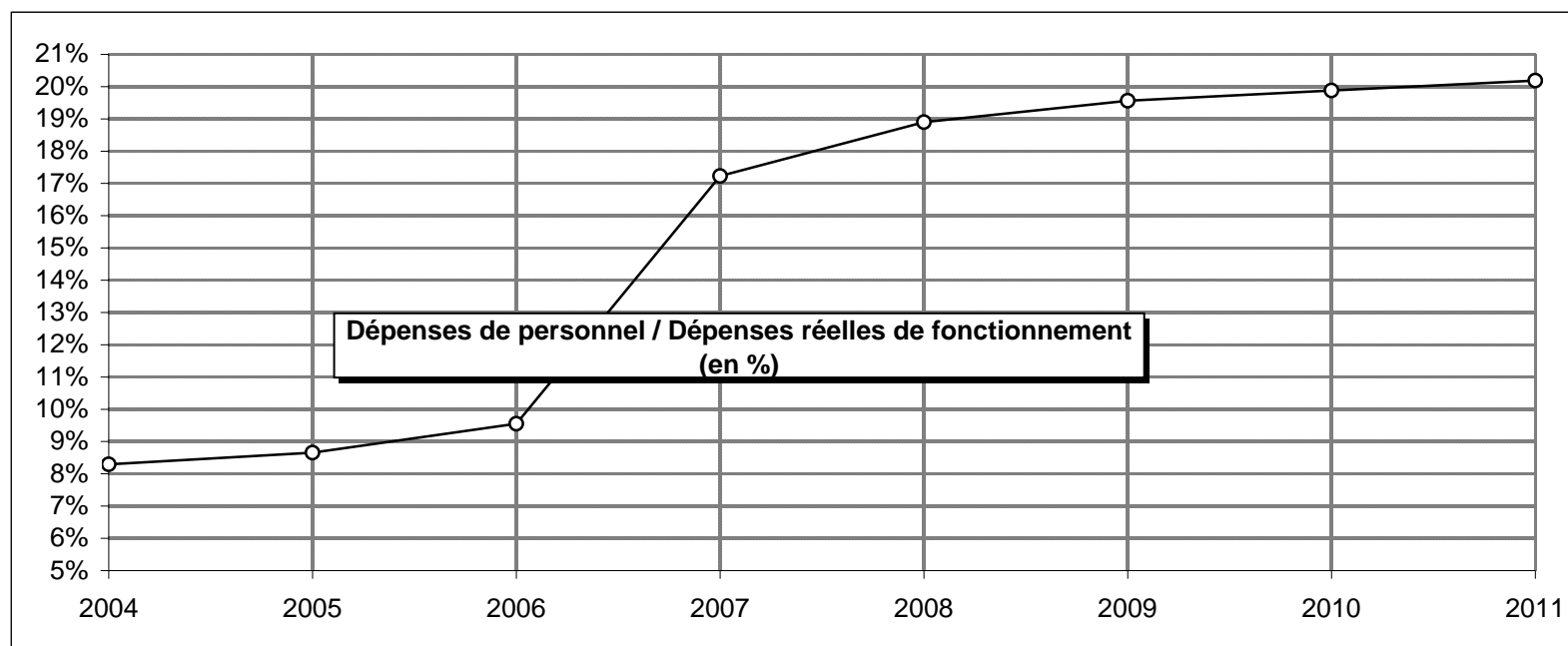


(*) Calcul obtenu par équivalence avec la part des anciennes dotations et compensations fiscales aujourd'hui intégrées dans la D.G.F.

Dépenses de personnel* sur dépenses réelles de fonctionnement

Source : Comptes Administratifs

Périodes	Dépenses de personnel*	Dépenses réelles de fonctionnement	Taux	Dépenses de fonctionnement des moyens	Taux
2004	60 740 397 €	732 392 235 €	8,29%	94 552 522 €	12,91%
2005	65 646 927 €	758 452 338 €	8,66%	101 171 101 €	13,34%
2006	78 126 430 €	817 911 057 €	9,55%	118 391 156 €	14,47%
2007	176 452 336 €	1 024 089 939 €	17,23%	119 139 575 €	11,63%
2008	202 850 023 €	1 073 333 204 €	18,90%	127 840 518 €	11,91%
2009	222 794 954 €	1 138 808 839 €	19,56%	142 694 000 €	12,53%
2010	229 374 623 €	1 153 786 452 €	19,88%	148 376 507 €	12,86%
2011	234 255 949 €	1 160 291 746 €	20,19%	150 045 505 €	12,93%



* Chapitre globalisé 012 à compter de 2006 (pour prise en compte des personnels TOS)

Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

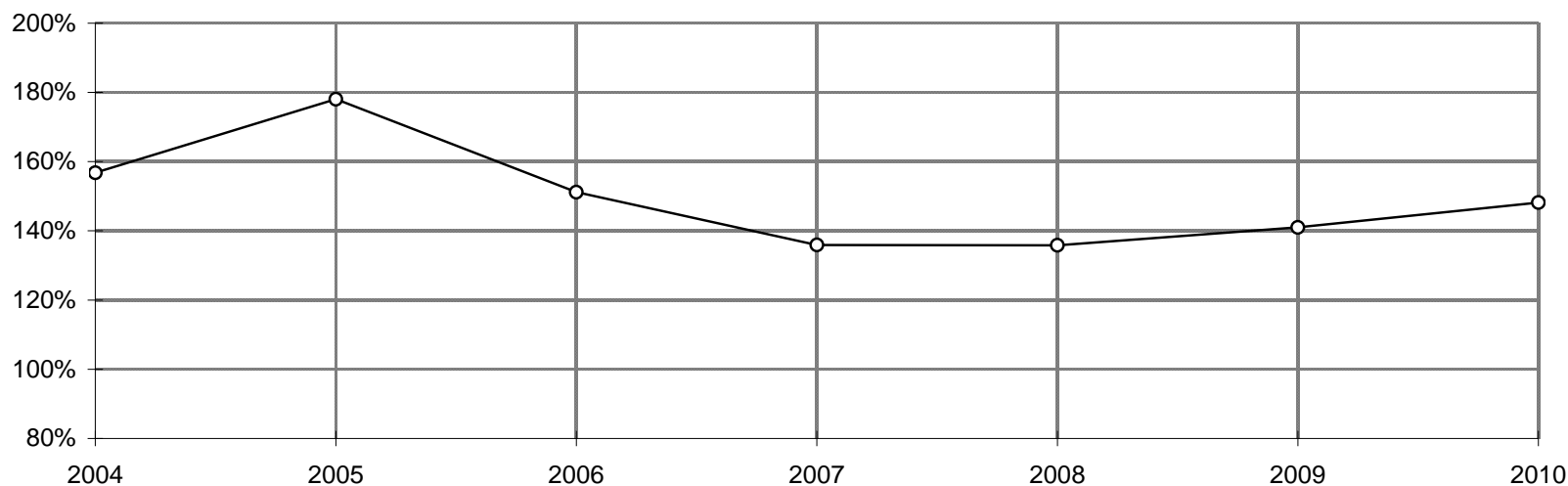
Ratio N°8 : Loi ATR

Source : Comptes Administratifs

	Produit fiscal direct	Potentiel fiscal	<i>Potentiel fiscal par habitant</i>	Coefficient
2004	288 787 720 €	184 186 611 €	46 €	156,79%
2005	337 437 544 €	189 528 170 €	47 €	178,04%
2006	355 879 431 €	235 437 303 €	59 €	151,16%
2007	354 633 360 €	260 949 946 €	65 €	135,90%
2008	376 804 626 €	277 402 748 €	69 €	135,83%
2009	417 237 301 €	295 918 202 €	72 €	141,00%
2010	113 726 600 €	76 762 748 €	19 €	148,15%
2011		Sans objet		

Le potentiel fiscal représente la richesse fiscale "potentielle" de la collectivité. Il correspond aux recettes fiscales que percevrait la région si celle-ci appliquait, à ses bases d'imposition, non pas ses propres taux, mais la moyenne nationale des taux régionaux.

Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (ou pression fiscale) rapporte le produit effectivement perçu au potentiel fiscal.



Population en 1999 :	3 996 588 hab.
Population en 2009 :	4 088 785 hab.
Population en 2010 :	4 093 568 hab.
Population en 2011 :	4 102 236 hab.

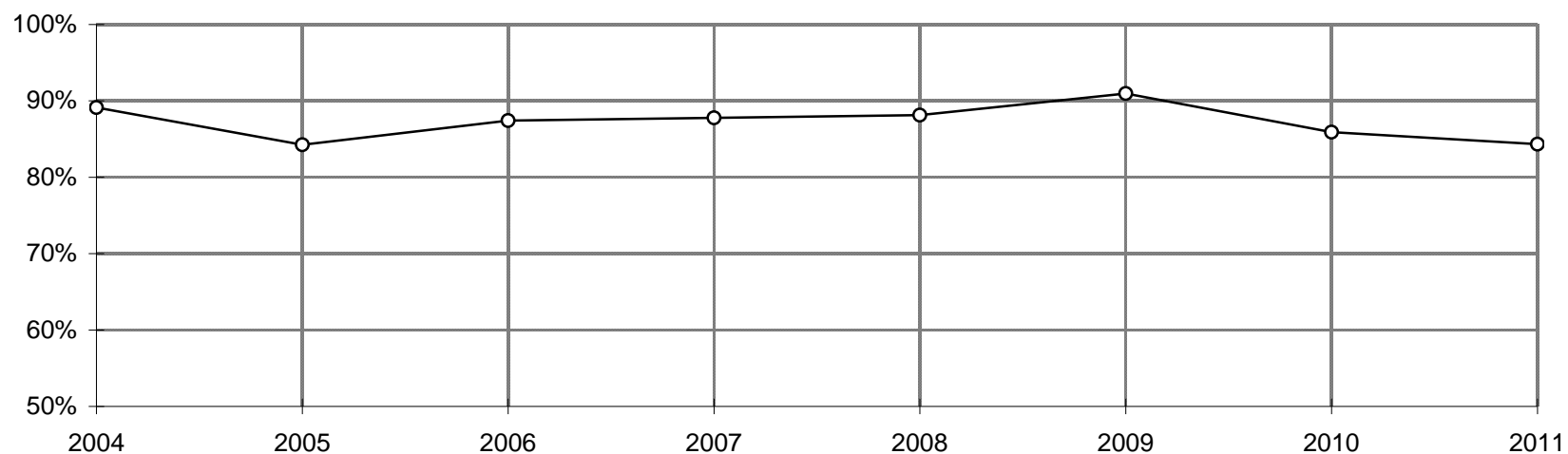
Ratio N°9 : Loi ATR

Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dette en capital sur recettes réelles de fonctionnement

Source : Comptes Administratifs

Périodes	Dépenses réelles de Fonctionnement	Capital dette (*)	Total
2004	732 392 235 €	96 474 916 €	828 867 151 €
2005	758 452 338 €	157 357 852 €	915 810 191 €
2006	817 911 057 €	178 397 084 €	996 308 140 €
2007	1 024 089 939 €	150 214 519 €	1 174 304 458 €
2008	1 073 333 204 €	176 550 071 €	1 249 883 275 €
2009	1 138 808 839 €	188 592 767 €	1 327 401 606 €
2010	1 153 786 452 €	120 133 010 €	1 273 919 462 €
2011	1 160 291 746 €	100 130 741 €	1 260 422 487 €

Recettes réelles de fonctionnement	Taux
929 934 542 €	89,13%
1 086 920 068 €	84,26%
1 139 676 255 €	87,42%
1 337 926 949 €	87,77%
1 418 117 135 €	88,14%
1 459 406 257 €	90,95%
1 482 813 293 €	85,91%
1 494 614 682 €	84,33%



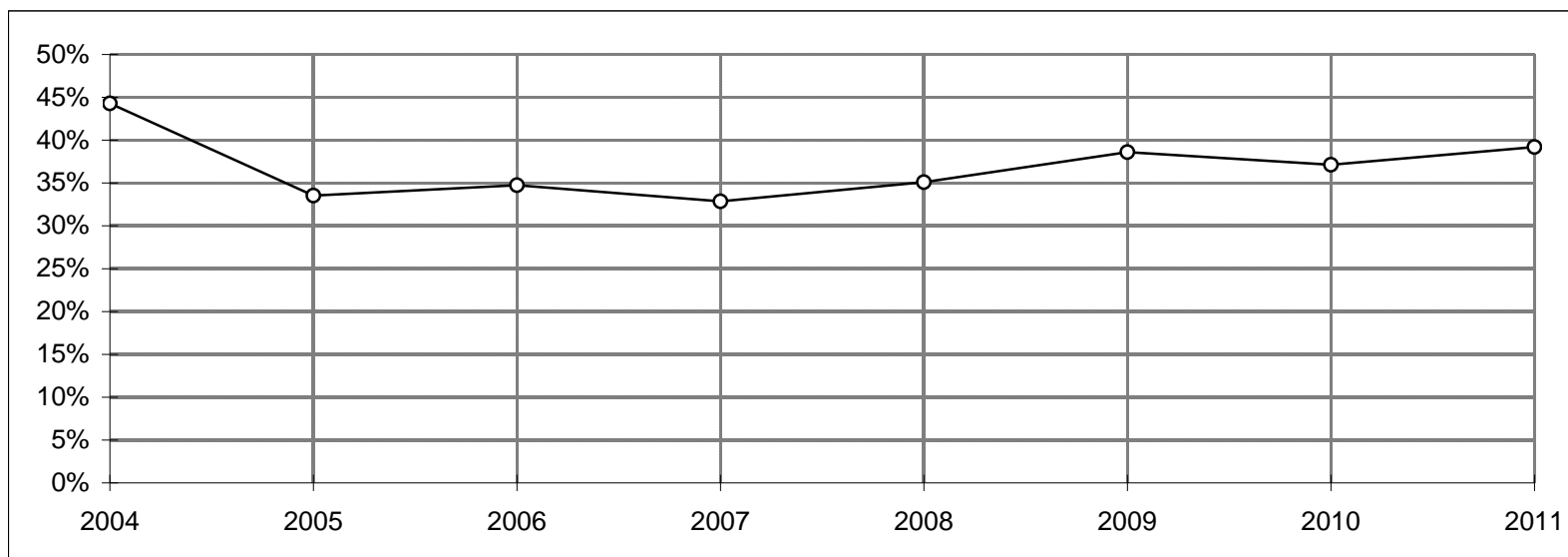
(*) A partir de 2005 : Y compris METP et ICADE - Compte 16 en réel - 16449

Taux d'équipement*(Dépenses d'équipement brut sur recettes réelles de fonctionnement)***Source : Comptes Administratifs**

Périodes	<i>Dépenses d'équipement brut</i>	<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	Taux
2004	411 964 508 €	929 934 542 €	44,30%
2005	364 538 915 €	1 086 920 068 €	33,54%
2006	395 942 631 €	1 139 676 255 €	34,74%
2007	439 777 088 €	1 337 926 949 €	32,87%
2008	497 752 563 €	1 418 117 135 €	35,10%
2009	563 406 872 €	1 459 406 257 €	38,61%
2010	550 580 384 €	1 482 813 293 €	37,13%
2011	585 969 927 €	1 494 614 682 €	39,21%

Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation, les avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la construction d'établissements scolaires et du siège de Région et les subventions d'équipement versées.

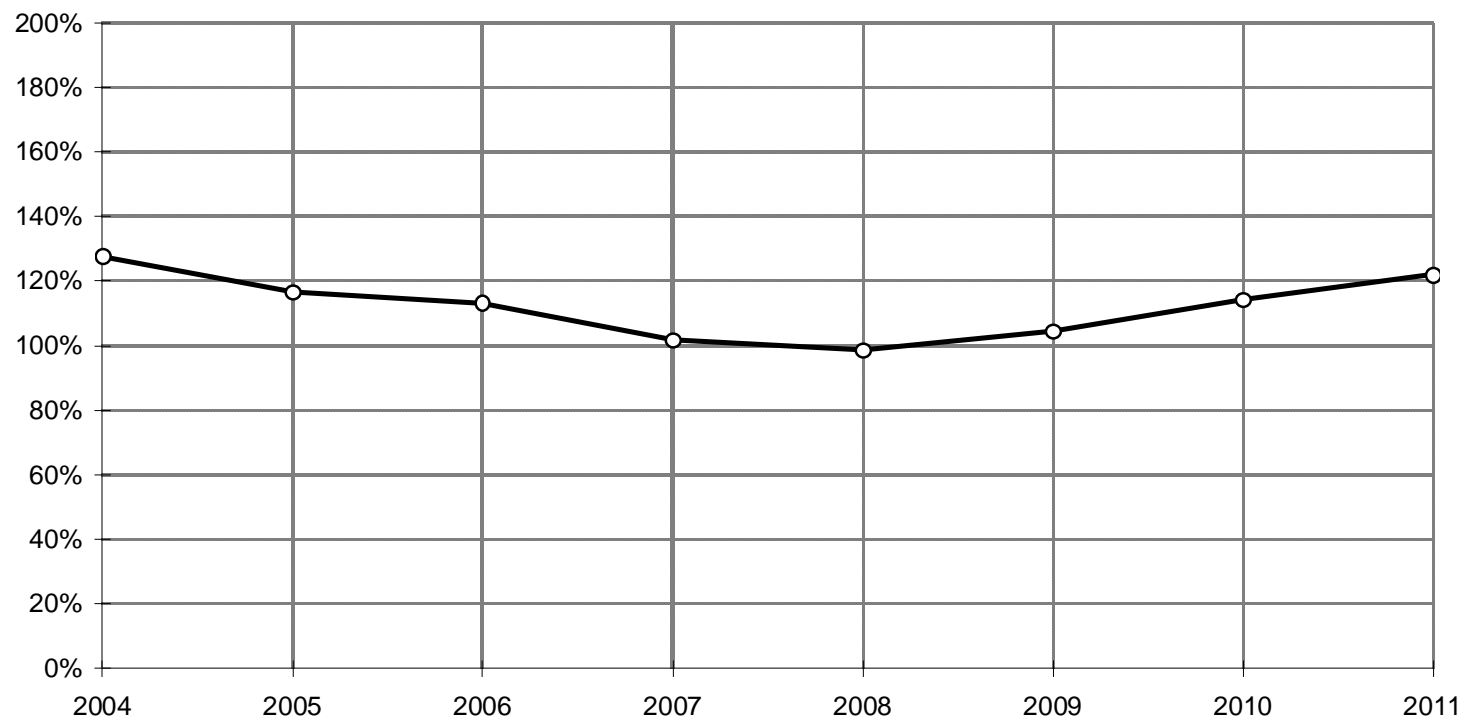
Le taux d'équipement est le rapport des dépenses d'équipement brut sur les recettes réelles de fonctionnement.



Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement

Ratio N°11 : Loi ATR

Périodes	Encours de la dette au 31/12 (*)	Recettes réelles de fonctionnement	Taux
2004	1 188 698 434 €	929 934 542 €	127,83%
2005	1 268 046 852 €	1 086 920 068 €	116,66%
2006	1 291 106 537 €	1 139 676 255 €	113,29%
2007	1 362 171 203 €	1 337 926 949 €	101,81%
2008	1 397 820 168 €	1 418 117 135 €	98,57%
2009	1 522 810 793 €	1 459 406 257 €	104,34%
2010	1 692 677 784 €	1 482 813 293 €	114,15%
2011	1 822 547 042 €	1 494 614 682 €	121,94%



(*) A partir de 2005 : Y compris METP et ICADE

COMPTE ADMINISTRATIF POUR 2011
BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE

Bilan de la gestion pluriannuelle de la Région Nord-Pas-de-Calais

La M71, instruction applicable aux régions depuis le 1^{er} janvier 2005, prévoit une présentation d'un bilan de la gestion pluriannuelle de la région par le président du conseil régional à l'occasion du vote du compte administratif.

Ce bilan s'appuie sur une présentation de l'annexe du compte administratif sur la gestion pluriannuelle et du ratio de couverture des engagements pluriannuels.

1 - Les principales données relatives à la gestion pluriannuelle. *(Hors Subvention Globale)*

*Le Conseil Régional a voté **1 373 M€** d'AP et **898,4 M€** d' AE en 2011.*

Ces AP et AE sont ensuite affectées à des opérations par le biais de délibérations du conseil régional ou de la commission permanente.

Il a ainsi été affecté au cours de l'exercice 2011 un montant de **902,95 M€** en AP et de **893,34 M€** en AE.

Les AP et AE votées non affectées dans l'année deviennent caduques et sont annulées conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier.

Les AP et AE votées en 2011 annulées en fin d'exercice s'élèvent donc respectivement à **470 M€** et **5,06 M€**

L'instruction comptable M71 a institué un ratio permettant de déterminer en nombre d'années, le rythme de couverture des AP et des AE affectées à des opérations par les CP annuels.

Ce ratio traduit par conséquent une capacité de couverture des engagements pluriannuels de la Région.

Il s'élève pour 2011 en AP à **2 années et 9 mois** (2,78) et en AE à **un peu plus de 5 mois** (0,42).

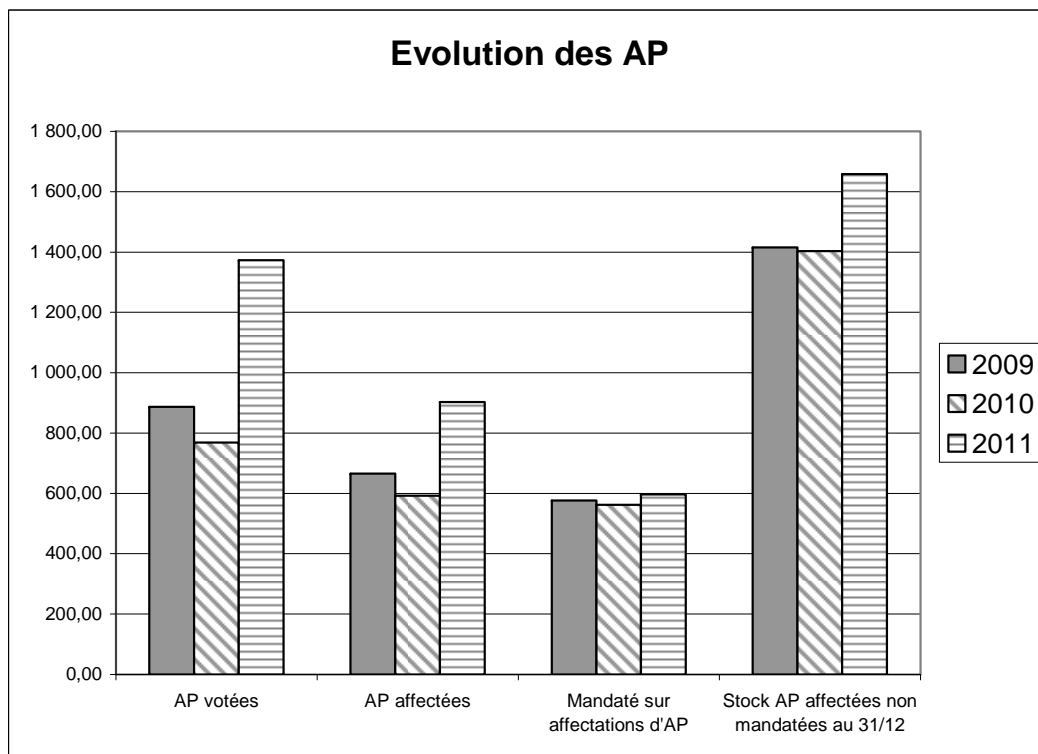
En annexe du compte administratif, deux états relatifs à la gestion pluriannuelle sont produits : Ils reprennent pour les AP et les AE, les programmes votés avant 2011 puis ceux de 2011.

Quant aux tableaux qui suivent, ils en sont une synthèse par grande activité. Les éléments suivants sont repris :

- 1 – Le reste à mandater au 1^{er} janvier 2011 sur des AP/AE affectées au cours des exercices antérieurs.
- 2 – Les AP/AE votées au cours de l'exercice 2011.
- 3 – Les AP/AE affectées (et désaffectées) au cours de l'exercice 2011.
- 4 – Les mandatements 2011 sur affectations 2011 et antérieures.
- 5 – Le stock d'AP/AE affectées non mandatées au 31 décembre 2011.
- 6 – Le ratio de couverture des engagements pluriannuels.

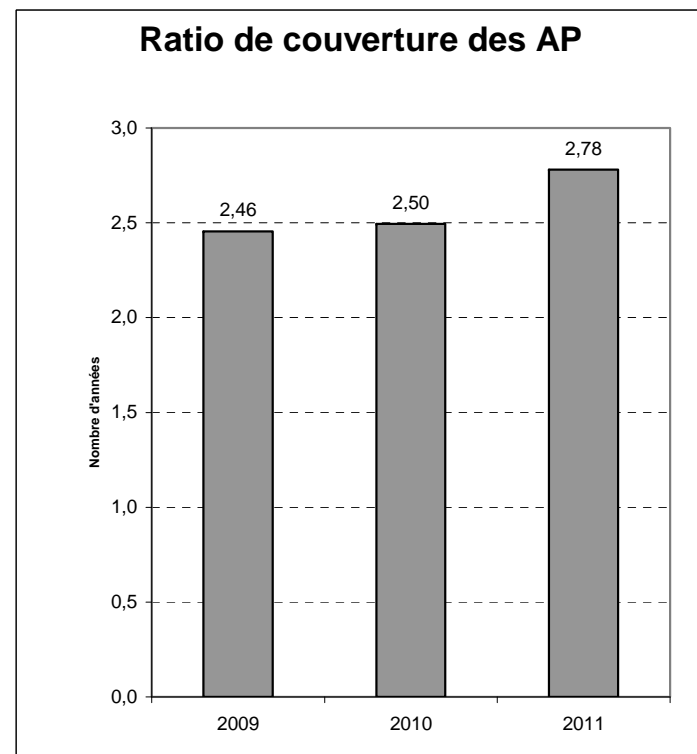
Situation des Autorisations de programme

Autorisations de programme	2009	2010	2011	
AP votées	887,22	769,05	1 373,03	en M€
AP affectées	666,14	592,59	902,96	en M€
Mandaté sur affectations d'AP	576,56	562,47	596,52	en M€
Stock AP affectées non mandatées au 31/12	1 415,50	1 403,38	1 658,68	en M€
Ratio de couverture des AP	2,46	2,50	2,78	En années



Commentaire :

Le stock d'AP affectées non mandatées a augmenté de 255,30 M€ entre le 31 décembre 2010 et 2011 soit + 18,2%. Dans le même temps, le ratio de couverture des AP a augmenté de 0,29 années soit une augmentation de trois mois liée au lancement des nouveaux projets du mandat.

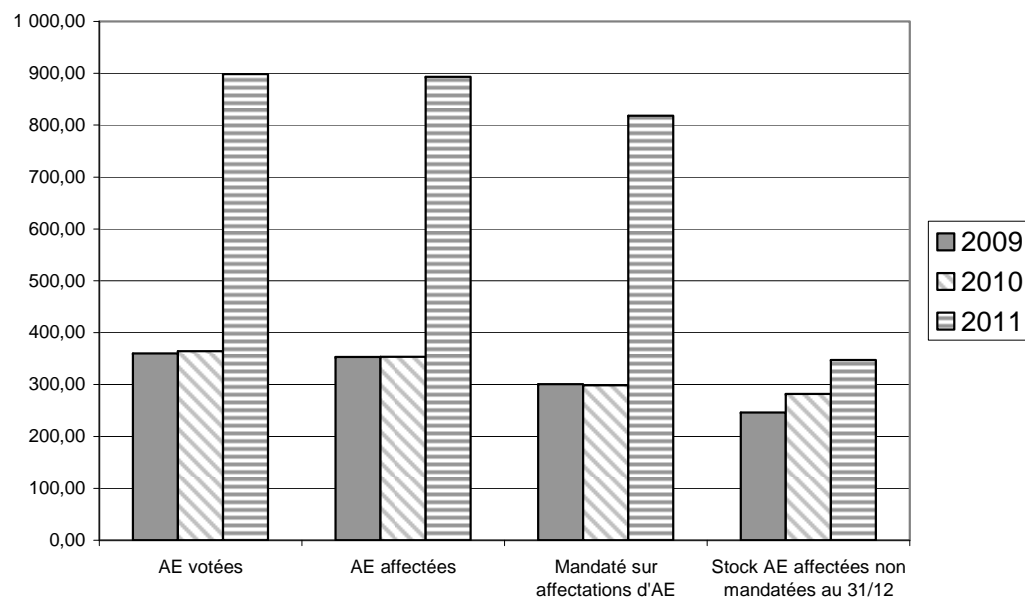


Commentaire : Le ratio de couverture des AP s'élève au 31 décembre 2011 à 2,78 années. C'est le nombre d'années théoriques pour apurer le stock d'AP au 31 décembre 2011 en considérant qu'il n'y aura plus de nouvelles affectations et que le rythme de mandatement se stabilisera à celui de 2011.

Situation des Autorisations d'engagement

Autorisations d'engagement	2009	2010	2011	
AE votées	360,10	364,30	898,41	en M€
AE affectées	353,07	353,73	893,35	en M€
Mandaté sur affectations d'AE	300,96	298,62	818,31	en M€
Stock AE affectées non mandatées au 31/12	246,39	281,86	346,97	en M€
Ratio de couverture des AE	0,82	0,94	0,42	En années

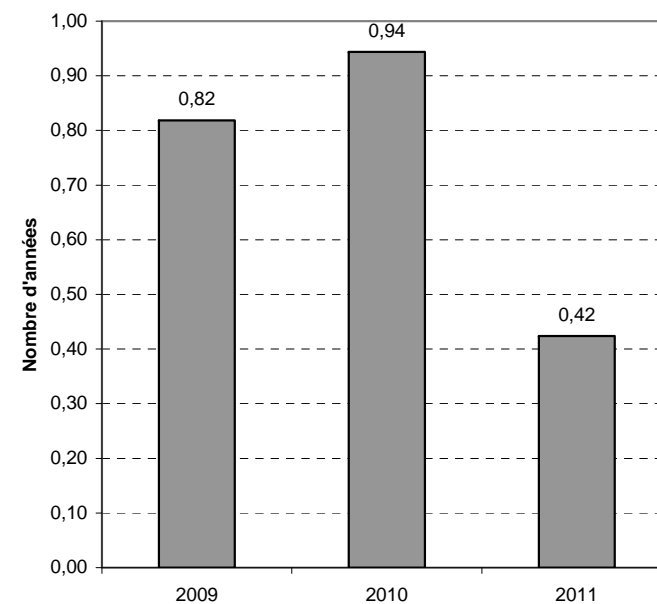
Evolution des AE



Commentaire :

Le stock d'AE affectées non mandatées a augmenté, entre le 31 décembre 2010 et 2011, de 65 M€. Cette augmentation résulte encore en 2011 au passage en pluriannualité de toutes les politiques régionales.

Ratio de couverture des AE



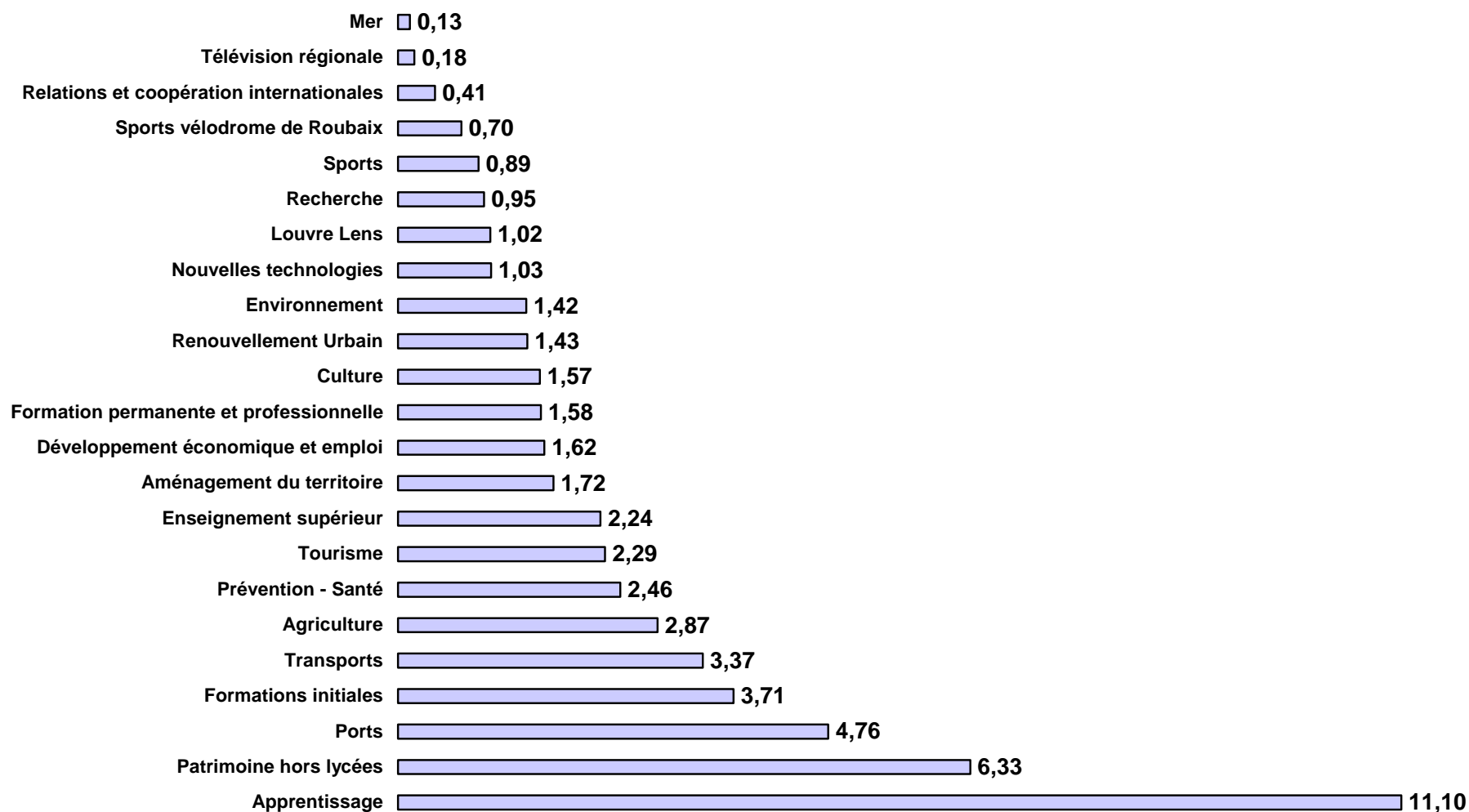
Commentaire :

Le ratio de couverture des AE est en forte diminution en raison de l'effet mécanique lié à la généralisation de la pluriannualité.

2 - Les Autorisations de Programme (AP)

Dépenses pluriannuelles	AP affectées non mandatées au 31/12/2010 (1)	Désaffectation en 2010 sur AP affectées non mandatées au 31/12/2010 (2)	AP affectées non mandatées au 31/12/2010 (1) - (2)	AP votées en 2011	AP affectées ou désaffectées en 2011	Mandaté 2011 sur affectations 2011 et antérieures	AP Affectées non mandatées au 31/12/2011	Ratio de couverture des AP
Politiques régionales	1 436 049 148,20	85 386 528,33	1 350 662 619,87	1 369 544 349,43	899 471 022,90	592 563 777,59	1 657 569 865,18	2,80
Relations et coopération internationales	114 349,29	43 021,33	71 327,96	375 000,00	352 973,40	300 703,15	123 598,21	0,41
Partenariats associatifs		0,00	0,00					
Culture	14 420 221,02	873 212,59	13 547 008,43	13 547 008,43	7 903 055,50	8 341 784,26	13 108 279,67	1,57
Louvre Lens	80 744 448,05	27 268,80	80 717 179,25	22 200 000,00	22 200 000,00	50 872 646,89	52 044 532,36	1,02
Développement économique et emploi	51 121 610,23	9 587 436,04	41 534 174,19	25 921 646,22	25 904 804,74	25 699 129,63	41 739 849,30	1,62
Nouvelles technologies	5 924 076,74	553 907,26	5 370 169,48	1 584 341,00	1 444 478,00	3 352 472,37	3 462 175,11	1,03
Formation permanente et professionnelle	2 248 446,00	164 663,75	2 083 782,25	2 000 000,00	1 981 815,34	1 577 260,67	2 488 336,92	1,58
Enseignement supérieur	26 240 367,84	4 496 622,40	21 743 745,44	7 700 000,00	6 228 800,00	8 624 436,98	19 348 108,46	2,24
Relogement IEP Lille	16 309 441,52	0,00	16 309 441,52	0,00	0,00	54 572,99	16 254 868,53	NS
Learning Center Vaucelles	3 998 174,10	0,00	3 998 174,10	0,00	0,00	54 122,22	3 944 051,88	NS
Learning Center Innovation Lille 1				300 000,00	300 000,00	6 808,23	293 191,77	NS
Learning Center Archéologie Lille 3				300 000,00	300 000,00	35 627,55	264 372,45	NS
Recherche	16 184 657,87	522 327,12	15 662 330,75	18 012 351,97	15 706 236,00	16 106 019,31	15 262 547,44	0,95
Recherche maison des chercheurs	11 605 854,82	0,00	11 605 854,82	0,00	0,00	72 410,70	11 533 444,12	NS
Recherche EGIDE	17 818 179,73	0,00	17 818 179,73	3 000 000,00	3 000 000,00	103 931,09	20 714 248,64	NS
Transports	373 055 313,70	3 459 436,11	369 595 877,59	350 060 000,00	300 214 177,65	153 233 091,04	516 576 964,20	3,37
Ports	62 094 069,46	705 340,23	61 388 729,23	20 030 000,00	19 025 479,30	13 969 134,08	66 445 074,45	4,76
Mer				2 000 000,00	645 949,83	571 069,27	74 880,56	0,13
Tourisme	805 999,44	6 300,64	799 698,80	863 904,00	863 904,00	505 897,00	1 157 705,80	2,29
Environnement	19 991 897,78	2 316 529,48	17 675 368,30	11 000 000,00	6 121 897,90	9 850 766,42	13 946 499,78	1,42
Aménagement du territoire	18 363 936,93	-1 292 950,86	19 656 887,79	34 443 200,00	31 097 337,00	18 691 771,42	32 062 453,37	1,72
Renouvellement urbain	52 581 000,00	5 472 708,31	47 108 291,69	59 006 800,00	58 633 433,94	43 434 531,25	62 307 194,38	1,43
Agriculture	14 935 775,67	2 374 125,95	12 561 649,72	7 002 097,81	6 981 212,64	5 048 325,39	14 494 536,97	2,87
Formations initiales	480 786 535,67	38 229 278,75	442 557 256,92	699 880 000,00	328 703 634,38	163 633 080,77	607 627 810,53	3,71
Sports	17 169 343,95	346 812,72	16 822 531,23	28 890 000,00	20 868 600,32	19 952 500,45	17 738 631,10	0,89
Sports vélodrome de Roubaix	20 549 755,49	0,00	20 549 755,49	0,00	0,00	12 071 426,17	8 478 329,32	0,70
Sports Grand Stade	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	NS
Prévention - Santé	30 092 924,77	2 224 638,82	27 868 285,95	16 452 000,00	16 351 775,55	12 796 974,65	31 423 086,85	2,46
Apprentissage	80 286 886,49	13 107 783,11	67 179 103,38	29 750 000,00	9 435 457,41	6 333 920,95	70 280 639,84	11,10
Patrimoine hors lycées	3 605 881,64	2 168 065,78	1 437 815,86	15 226 000,00	15 206 000,00	2 269 362,69	14 374 453,17	6,33
Administration générale	2 157 187,31	581 320,00	1 575 867,31	3 487 920,00	3 487 920,00	3 952 976,00	1 110 811,31	0,28
Siège de région	413 227,31	0,00	413 227,31	0,00	0,00	0,00	413 227,31	NS
Télévision régionale	1 743 960,00	581 320,00	1 162 640,00	3 487 920,00	3 487 920,00	3 952 976,00	697 584,00	0,18
TOTAL GENERAL	1 438 206 335,51	85 967 848,33	1 352 238 487,18	1 373 032 269,43	902 958 942,90	596 516 753,59	1 658 680 676,49	2,78

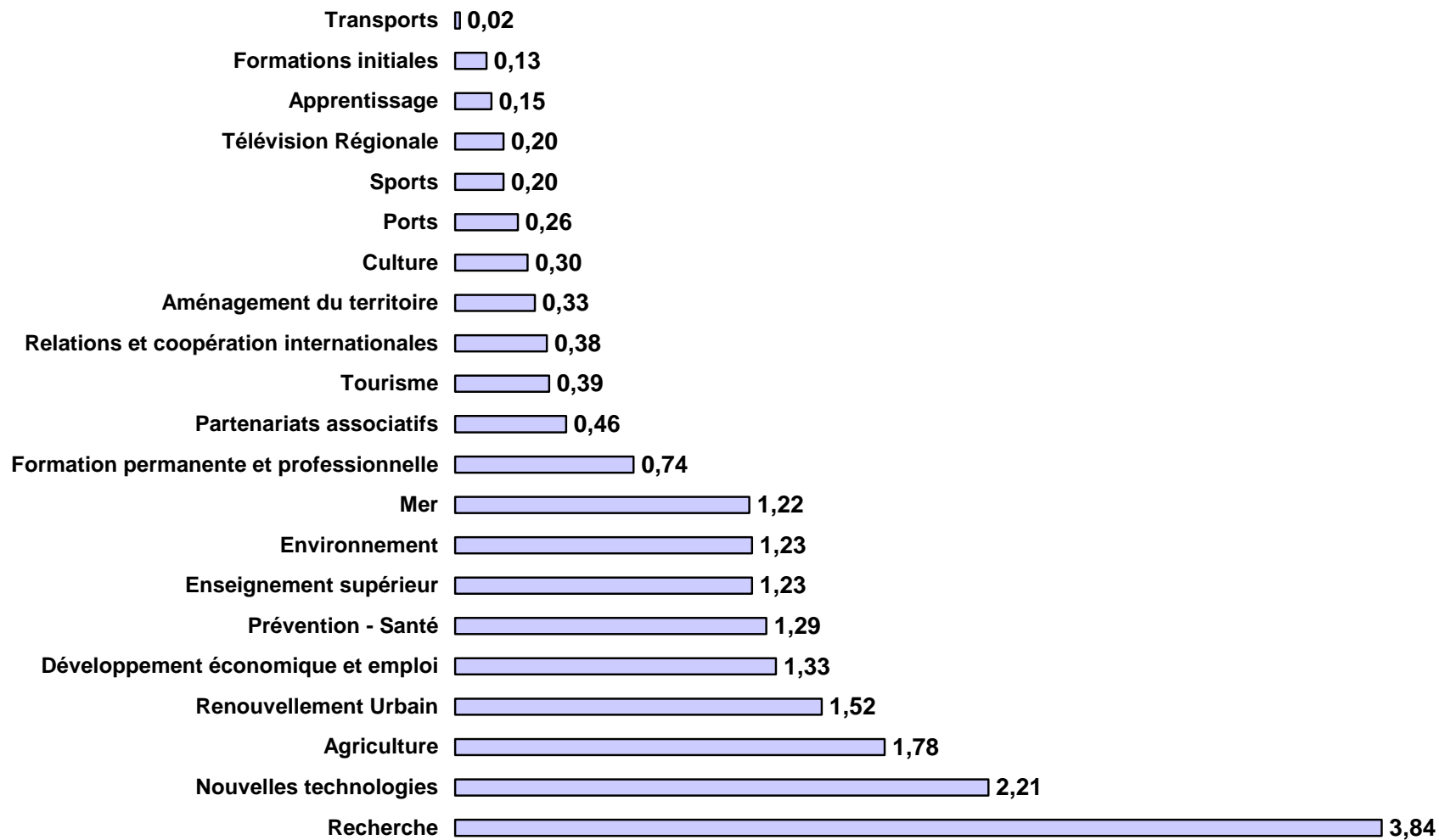
RATIO DE COUVERTURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME



2 - Les Autorisations d'Engagement (AE)

Dépenses pluriannuelles	AP affectées non mandatées au 31/12/2010 (1)	Désaffectation en 2010 sur AE affectées non mandatées au 31/12/2010 (2)	AE affectées non mandatées au 31/12/2010 (1) - (2)	AE votées en 2011	AE affectées ou désaffectées en 2011	Mandaté 2011 sur affectations 2011 et antérieures	AE Affectées non mandatées au 31/12/2011	Ratio de couverture des AP
Politiques régionales	280 755 309,92	24 249 711,51	271 849 949,00	897 995 047,03	892 928 136,28	817 889 144,92	346 888 940,36	0,42
Relations et coopération internationales	1 402 496,21	291 580,58	1 110 915,63	4 545 807,07	3 932 555,12	3 657 388,46	1 386 082,29	0,38
Partenariats associatifs	4 075 683,11	347 120,15	3 728 562,96	9 930 032,28	9 511 158,28	9 045 980,43	4 193 740,81	0,46
Culture			3 823 144,93	49 431 974,00	48 531 672,91	40 354 635,09	12 000 182,75	0,30
Mineur du Monde				280 000,00	280 000,00	6 550,00	273 450,00	NS
Développement économique et emploi	41 517 875,96	2 717 559,03	38 800 316,93	37 572 412,90	37 519 726,90	32 696 817,48	43 623 226,35	1,33
Nouvelles technologies	8 128 487,84	859 767,04	7 268 720,80	4 120 000,00	3 435 118,50	3 339 010,02	7 364 829,28	2,21
Formation permanente et professionnelle	158 982 318,77	15 703 786,39	143 278 532,38	242 824 267,42	241 327 661,07	220 594 385,30	164 011 808,15	0,74
Enseignement supérieur			2 010 928,90	8 445 000,00	8 196 623,67	4 585 883,99	5 621 668,58	1,23
Recherche	32 377 395,81	3 213 409,35	29 163 986,46	10 688 400,00	10 525 807,09	8 204 330,28	31 485 463,27	3,84
Transports			1 863 465,01	213 318 546,00	226 000 328,30	224 265 432,94	3 598 360,37	0,02
Ports			819 729,09	6 750 000,00	6 629 880,00	5 935 505,41	1 514 103,68	0,26
Mer				649 000,00	643 107,29	289 519,29	353 588,00	1,22
Tourisme	1 552 372,80	68 306,82	1 484 065,98	5 372 000,00	5 284 403,44	4 863 889,96	1 904 579,46	0,39
Environnement	14 092 070,71	1 059 652,70	13 032 418,01	13 841 133,08	13 804 368,63	12 020 489,73	14 816 296,91	1,23
Aménagement du territoire	2 657 000,00	-619 153,38	3 276 153,38	13 749 000,00	11 958 530,76	11 412 755,56	3 821 928,58	0,33
Renouvellement urbain	654 000,00	-229 123,32	883 123,32	809 000,00	801 748,49	667 501,18	1 017 370,63	1,52
Agriculture	6 277 291,28	208 979,78	6 068 311,50	7 059 916,22	7 055 559,81	4 727 907,33	8 395 963,98	1,78
Formations initiales			4 829 459,81	118 780 247,30	115 824 063,26	106 629 778,37	14 023 744,70	0,13
Sports			326 046,25	17 404 043,00	16 783 570,72	14 203 312,75	2 906 304,22	0,20
Prévention - Santé	9 038 317,43	627 826,37	8 410 491,06	9 542 000,00	7 353 351,12	6 881 833,90	8 882 008,28	1,29
Apprentissage			1 671 576,60	122 882 267,76	117 528 900,92	103 506 237,45	15 694 240,07	0,15
Administration générale	0,00	-83 720,00	83 720,00	418 600,00	418 600,00	418 600,00	83 720,00	0,20
Télévision régionale		-83 720,00	83 720,00	418 600,00	418 600,00	418 600,00	83 720,00	0,20
TOTAL GENERAL	280 755 309,92	24 165 991,51	271 933 669,00	898 413 647,03	893 346 736,28	818 307 744,92	346 972 660,36	0,42

RATIO DE COUVERTURE DES AUTORISATIONS D'ENGAGER



Service reprographie du Conseil Régional